

La traduction juridique du français vers le néerlandais et inverse

Citation for published version (APA):

de Groot, G. R. (1994). La traduction juridique du français vers le néerlandais et inverse: Juridisch vertalen uit het Frans naar het Nederlands en omgekeerd. In G. Van de Louw, & B. Verstraete (Eds.), *L'émancipation dans la littérature néerlandaise des Caraïbes* (pp. 53-70). Het Coornherthuys.

Document status and date:

Published: 01/01/1994

Document Version:

Publisher's PDF, also known as Version of record

Please check the document version of this publication:

- A submitted manuscript is the version of the article upon submission and before peer-review. There can be important differences between the submitted version and the official published version of record. People interested in the research are advised to contact the author for the final version of the publication, or visit the DOI to the publisher's website.
- The final author version and the galley proof are versions of the publication after peer review.
- The final published version features the final layout of the paper including the volume, issue and page numbers.

[Link to publication](#)

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal.

If the publication is distributed under the terms of Article 25fa of the Dutch Copyright Act, indicated by the "Taverne" license above, please follow below link for the End User Agreement:

www.umlib.nl/taverne-license

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us at:

repository@maastrichtuniversity.nl

providing details and we will investigate your claim.

LA TRADUCTION JURIDIQUE du français vers le néerlandais et inverse

1. Remarques en introduction

L'objectif de mon exposé sera d'abord de vous donner une introduction générale aux problèmes que l'on rencontre en traduisant l'information juridique. A ce propos, je vais me concentrer sur la traduction de la terminologie juridique. Ensuite je ferai l'esquisse d'un cahier des charges concernant les dictionnaires juridiques bilingues. Nous verrons s'il existe de bons dictionnaires juridiques français-néerlandais et vice-versa. Nous ferons ensuite des remarques sur la parenté des droits privés français et néerlandais. On constatera que depuis l'entrée en vigueur du Nouveau Code civil néerlandais les deux systèmes juridiques sont encore apparentés du point de vue du contenu mais le sont moins qu'autrefois quant à la terminologie, ce qui cependant ne provoque pas de problèmes trop importants dans le sens français / néerlandais lorsque l'information juridique doit être traduite d'une langue dans l'autre.

2. Traduire¹ l'information juridique

Le langage des juristes est lié à leur système. Les systèmes juridiques varient selon les états. C'est pourquoi chaque état a sa propre terminologie juridique qui est entièrement indépendante. Il y a même des états à l'intérieur desquels cohabitent plusieurs systèmes juridiques ayant tous en principe des terminologies juridiques indépendantes². Il n'y a pratiquement pas de langage juridique international. Celui-ci n'existe que dans la mesure où certains domaines juridiques sont « internationalisés », comme c'est notamment le cas pour le droit international public et le droit européen.

C'est en comparant les différences terminologiques de l'Ancien Code civil néerlandais de 1838 et du Nouveau Code civil néerlandais entré en vigueur le 1er janvier 1992 qu'on voit combien la terminologie juridique est liée au système. L'entrée en vigueur de ce nouveau code a provoqué bon nombre de changements terminologiques. L'exemple le plus célèbre en est la nouvelle définition des termes désignant les biens et les choses. L'ancien droit utilisait le mot « goed » pour désigner les choses / les biens corporels, c'est-à-dire les objets matériels et le mot « zaak » désignait à la fois les biens corporels et incorporels / choses et droits³. Dans le Nouveau Code civil néerlandais le mot « zaak » est utilisé pour les objets matériels et on regroupe sous le nom de

JURIDISCH VERTALEN uit het Frans naar het Nederlands en omgekeerd

1. Inleidende opmerkingen

In deze voordracht wil ik allereerst een korte inleiding in de problemen van het vertalen van juridische informatie in het algemeen geven. Daarbij zal ik me concentreren op problemen betreffende het vertalen van juridische terminologie. In aansluiting daarop zullen enkele wensen worden geformuleerd ten aanzien van tweetalige juridische woordenboeken. Nagegaan zal worden, of er goede tweetalige woordenboeken Frans / Nederlands of vice versa bestaan. Daarna worden opmerkingen over de verwantschap van het Franse en het Nederlandse privaatrecht gemaakt. Geconstateerd zal worden, dat de beide rechtssystemen sinds de invoering van het Nederlands Nieuw B.W. weliswaar inhoudelijk en terminologisch minder nauw verwant zijn dan vroeger het geval was, maar dat niettemin in de verhouding Frans/Nederlands geen al te grote problemen optreden, indien juridische informatie uit de ene taal in de andere moet worden vertaald.

2. Het vertalen¹ van juridische informatie

De vaktaal van juristen is systeemgebonden. Rechtssystemen verschillen van staat tot staat. Elke staat kent daarom zijn eigen - geheel zelfstandige - juridische terminologie. Er zijn zelfs staten, waarbinnen meerdere rechtssystemen naast elkaar gelden², die alle een in beginsel onafhankelijke juridische terminologie bezitten. Een internationale juridische vaktaal ontbreekt nagenoeg geheel. Zij bestaat slechts voorzover bepaalde rechtsgebieden "geïnternationaliseerd" zijn, zoals met name op het gebied van het volkenrecht en het Europees recht het geval is.

Hoe sterk de systeemgebondenheid van juridische terminologie is, zien we aan de terminologische verschillen tussen het Oud B.W. uit 1838 en het Nieuw B.W., die op 1 januari 1992 in werking is getreden. Door de in werking treding van dat nieuwe wetboek is er op terminologisch gebied nog al wat veranderd. Het meest beruchte voorbeeld van die terminologische wijzigingen is de nieuwe definitie, die voor de begrippen "zaak" en "goed" werd gegeven. Naar oud recht waren goederen stoffelijke voorwerpen en zaken de optelsom van goederen en rechten³. Volgens de het Nieuw B.W. zijn zaken de stoffelijke voorwerpen en goederen de optelsom van zaken en rechten⁴. Deze wijziging van terminologie heeft vele gevolgen voor de inhoud en ontwikkeling

« goed » (bien) les choses et les droits⁴. Cette modification terminologique a eu de nombreuses conséquences sur le contenu et l'évolution d'autres concepts que contient ce nouveau code. Nous y reviendrons en détail.

A quels principes doit-on se référer en procédant à une traduction terminologique juridique ? En tout premier lieu, il importe de constater qu'il faut traduire d'un langage juridique vers un autre langage juridique. Cette prise de position ressemble peut-être à une lapalissade. C'est pourquoi il convient ici de souligner que souvent, dans la pratique on ne traduit pas d'un langage juridique vers un autre langage juridique mais d'une langue vers une autre langue. Ce qui, à mon avis, est impropre. Il ne faut pas traduire de la langue de départ⁵ vers la terminologie de la vie quotidienne de la langue d'arrivée⁶, mais vers la terminologie juridique d'un système juridique que la langue d'arrivée utilise comme langage juridique. Cela veut dire que la signification des termes à traduire doit toujours être examinée dans le cadre du système juridique de départ⁷ pour ensuite rechercher un terme ayant le même contenu dans le système juridique d'arrivée⁸. L'essentiel de la traduction de terminologie juridique est donc du droit comparé.

C'est en faisant du droit comparé que le traducteur de terminologie juridique doit trouver un équivalent à un concept du système juridique de départ dans le système juridique d'arrivée. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. En effet, quand peut-on conclure que les concepts du système juridique de départ correspondent à certains concepts du système juridique d'arrivée ? Du fait de leur étroite liaison au système juridique, une équivalence parfaite des concepts juridiques n'est logiquement possible que si la langue de départ et la langue d'arrivée sont celles d'un même système juridique. C'est uniquement le cas lorsqu'on traduit à l'intérieur d'un système juridique bilingue ou multilingue (comme en Belgique, au Canada, en Finlande ou en Suisse). Dès que la langue de départ et la langue d'arrivée sont celles de systèmes juridiques différents, l'équivalence parfaite est logiquement impossible. Pourtant, dans la pratique, on a l'habitude de manière assez générale de considérer comme équivalents des termes ayant rapport à des systèmes juridiques différents.

En effet vous seriez étonnés si je prétendais que le concept néerlandais « huwelijk » n'était pas l'équivalent d'un concept français de « mariage » ou de l'espagnol « matrimonio » parce qu'entre autres raisons, il y a des petites différences quant aux conditions requises pour la célébration d'un mariage valable, aux régimes matrimoniaux et aux conditions de divorce. Pour l'essentiel, ces concepts sont équivalents de telle sorte qu'il est possible de les accepter comme traduction l'un de l'autre.

van andere begrippen in het nieuwe wetboek gehad. Hierna wordt daarop nog nader ingegaan.

Van welke beginselen moet men bij het vertalen van juridische terminologie nu uitgaan? Van belang is in de allereerste plaats om vast te stellen, dat van rechtstaal naar rechtstaal moet worden vertaald. Deze stelling klinkt wellicht vanzelfsprekend. Het is daarom op zijn plaats om te onderstrepen, dat in de praktijk vaak niet van rechtstaal naar rechtstaal, maar van taal naar taal wordt vertaald. M.i. is dat onjuist. Er mag niet vanuit de brontaal⁵ in de "omgangsterminologie" van de doeltaal⁶ worden vertaald, maar in de juridische terminologie van een rechtssysteem dat de doeltaal als rechtstaal hanteert. Dit betekent, dat de betekenis van de te vertalen termen steeds in het brontaalrechtssysteem⁷ moet worden onderzocht, waarna in het doeltaalrechtssysteem⁸ een begrip met dezelfde inhoud moet worden gezocht. De kern van het vertalen van juridische terminologie is daarom rechtsvergelijking.

Door rechtsvergelijking moet de vertaler van juridische terminologie voor een begrip uit het brontaalrechtssysteem een equivalent in de doeltaalrechtssysteem vinden. Dit is echter gemakkelijker gezegd dan gedaan. Wanneer mag men namelijk de conclusie trekken, dat begrippen uit het brontaalrechtssysteem overeenkomen met bepaalde begrippen uit het doeltaalrechtssysteem? Wegens de systeemgebondenheid van juridische begrippen is een volledige equivalentie logisch slechts mogelijk, indien de brontaal en de doeltaal op hetzelfde rechtssysteem betrekking hebben. Dit is uitsluitend het geval, indien binnen een twee- of meertalig rechtssysteem moet worden vertaald (zoals bijvoorbeeld in België, Canada, Finland of Zwitserland). Zodra de brontaal en doeltaal op verschillende rechtssystemen betrekking hebben, is volledige equivalentie logisch onmogelijk. Toch plegen bepaalde op verschillende rechtssystemen betrekking hebbende termen in de (vertaal)praktijk toch vrij algemeen als equivalenten te worden beschouwd.

U zou immers vreemd opkijken, indien ik nu zou betogen dat het Nederlandse begrip "huwelijk" niet equivalent is met het Franse begrip "mariage" of het Spaanse "matrimonio", omdat er ondermeer kleine verschillen bestaan met betrekking tot de vereisten voor het aangaan van een geldig huwelijk, de huwelijksgoederenregimes en de echtscheidingsvoorwaarden. In wezen zijn de genoemde begrippen equivalent, zodat ze als elkaars vertaling acceptabel zijn. "C'est une question d'ordre pragmatique" schreef daarover de Amsterdamse comparatist Isaac Kisch⁹. Dit antwoord is echter niet erg bevredigend. Welk doel moet immers in het oog

« C'est une question d'ordre pragmatique » écrivait le comparatiste amstellodamois Isaac Kisch⁹ à ce propos. Cependant cette réponse n'est pas tout à fait satisfaisante. En effet, quel objectif doit-on ne pas perdre de vue lors d'une telle décision pragmatique ?

Je ne pourrai ici qu'être extrêmement bref. Le contexte et l'objectif me semblent être essentiels. Il est possible que certains termes se trouvant dans un contexte déterminé soient des équivalents acceptables, mais ne le soient plus dans un autre contexte. Il importe également de savoir si une traduction doit être faite pour offrir à des personnes ne comprenant pas une certaine langue la possibilité d'avoir un aperçu superficiel du contenu du texte ou si la traduction accompagnée de l'original doit avoir un statut authentique. Dans ce dernier cas, il est important que les termes du texte d'arrivée n'aient pas un sens plus ou moins restreint que dans le texte de départ. C'est dans cette perspective que nous pouvons déjà constater que la conclusion selon laquelle des concepts sont équivalents les uns des autres est toute relative. Le caractère acceptable de l'équivalence dépend de ce que je viens de mentionner.

Devant l'impossibilité de trouver des équivalents acceptables dans le système juridique d'arrivée, il faudra chercher des solutions subsidiaires. On distingue grosso modo trois solutions subsidiaires :

a) on ne traduit pas et on utilise dans la langue d'arrivée le terme original de la langue de départ. On explique éventuellement le concept entre parenthèses ou dans une note de bas de page par « une traduction littérale » ou une remarque telle que « comparable à ... » ;

b) on décrit le concept de la langue de départ dans la langue d'arrivée ;

c) on choisit un néologisme, c'est-à-dire on introduit un terme nouveau dans la terminologie du système juridique d'arrivée, éventuellement en y associant une explication dans une note de bas de page.

Je voudrais faire les remarques suivantes concernant ces solutions subsidiaires.

Je n'éprouve pas beaucoup de sympathie pour la solution qui consiste à ne pas traduire un mot. L'objectif initial d'une traduction est de rendre le texte-source plus accessible à des personnes ne dominant pas la langue de ce texte-source. Cet objectif n'est plus respecté quand on ne traduit pas certains termes. Si dans le texte d'arrivée on utilise beaucoup de termes du texte de départ sans les traduire, on court en plus le danger d'avoir une traduction qui devienne un conglomérat de termes étrangers reliés les uns aux autres par des prépositions, des adverbes et des verbes de la langue d'arrivée. Si le lecteur a peu d'affinité avec la structure lexicale de la langue de départ, il se trouve confronté à une combinaison incompréhensible pour lui de lettres qu'il ne peut prononcer

worden gehouden bij een dergelijke pragmatistische beslissing?

Ik kan hierover op deze plaats slechts uitermate kort zijn. Van essentieel belang is m.i. context en doel van de vertaling. Het is mogelijk, dat bepaalde woorden in een zekere context acceptabele equivalenten zijn, maar in een andere context niet. Het is ook van belang, of een vertaling moet worden gemaakt om personen, die een bepaalde taal niet beheersen de mogelijkheid te bieden om een oppervlakkige indruk van de inhoud van een tekst tegen, of dat de vertaling naast de brontekst de status van authentieke tekst zal krijgen. In het laatste geval is het belangrijk, dat de termen in de doeltekt geen engere of ruimere betekenis dan die van de brontekst hebben. In dit perspectief kunnen we reeds vaststellen, dat de conclusie, dat begrippen acceptabele equivalenten zijn, een zeer betrekkelijke is. Het hangt van de vermelde punten af, of er al dan niet sprake van acceptabele equivalentie is.

Als we geen acceptabele equivalenten in het doeltaalrechtssysteem kunnen ontdekken, moeten we naar subsidiaire oplossingen zoeken. In grote lijnen kunnen drie subsidiaire oplossingen worden onderscheiden:

a) men vertaalt niet en benut in de doeltaal het oorspronkelijke begrip uit de brontaal. Eventueel licht men het begrip tussen haakjes of in een voetnoot toe door een "letterlijke vertaling" of door een opmerking "als vergelijkbaar met....";

b) men omschrijft het begrip uit de brontaal in de doeltaal ;

c) men kiest een neologisme, d.w.z. men introduceert in de terminologie van het doeltaalrechtssysteem een nieuw woord, eventueel weer gecombineerd met een toelichting in een voetnoot.

Over deze subsidiaire oplossingen wil ik de volgende opmerkingen maken.

Ik heb geen grote sympathie voor de beslis-sing een woord onvertaald te laten. Het voor-opstaande doel van een vertaling is de brontekst toegankelijker te maken voor personen die de taal van de brontekst niet beheersen. Dit doel wordt veronachtzaamd indien men begrippen onvertaald laat. Indien men in de doeltekt vele onvertaalde begrippen uit de brontekst benut, dreigt bovendien het gevaar, dat de vertaling wordt tot een verzameling vreemdtaalige termen, die aan elkaar worden gelijmd door voorzetsels, bijwoorden en werkwoorden uit de doeltaal. Indien de lezer weinig of geen affiniteit heeft met de woordstructuur van de brontaal, wordt hij geconfronteerd met een voor hem onbegrijp-lijke combinatie van letters, die moeilijk kan worden uitgesproken of onthouden. Uit het voorgaande kunnen we concluderen, dat het gebruik van een onvertaalde term uit de brontaal in de doeltaal vooral moet worden verne-

ou retenir qu'avec difficulté. Nous pouvons en conclure que l'usage dans la langue d'arrivée d'un terme non traduit provenant de la langue de départ doit être évité, surtout s'il n'y a pas ou peu de parenté étymologique entre les deux langues.

La deuxième solution subsidiaire est la paraphrase descriptive. Lorsqu'une paraphrase descriptive dans la langue d'arrivée constitue une définition presque parfaite du concept de la langue de départ, cette description se rapprochera d'un équivalent fait de plusieurs mots. Même si l'entité juridique ainsi décrite n'existe pas dans le système d'arrivée, elle sera compréhensible pour un juriste familiarisé avec ce système grâce à la combinaison des éléments de ce concept. Si la paraphrase descriptive est défectueuse, cette solution subsidiaire présentera alors les traits de caractères d'un néologisme. Le caractère souhaitable et utile de la paraphrase descriptive en tant que solution subsidiaire sera fonction de sa longueur et de sa complexité.

La troisième solution subsidiaire est le néologisme: on utilise, dans la langue d'arrivée, un mot qui n'est pas ou plus utilisé dans le système juridique de la langue d'arrivée. Prenons comme exemple la traduction en anglais du terme néerlandais « onrechtmatige daad » ou « délit » en français. On ne trouve pas d'équivalent acceptable dans le système juridique d'Angleterre et du Pays de Galles¹⁰. C'est pourquoi on propose parfois des traductions comme « unlawful act »¹¹ ou « delict »¹². De telles traductions permettent d'éviter que ces concepts de droit continental ne soient confondus avec le concept « tort » du droit anglo-saxon de la common-law. Un tel néologisme aura pour inconvénient de sonner bizarrement à l'oreille des juristes anglais, comme d'autres nouveaux concepts.

Une question difficile mais extrêmement importante est celle des critères à retenir pour le choix d'un néologisme. Il ne faut pas que cela se fasse de manière arbitraire. Personne parmi vous ne trouverait acceptable, si, après avoir traduit en français une loi néerlandaise, j'étais d'avis qu'il n'existe pas d'équivalent acceptable en français et que je rende le terme-source en français par un néologisme comme « blubs ». Une telle décision serait absurde. Le néologisme doit donc être choisi de telle sorte que le contenu du terme de départ soit montré d'une manière ou d'une autre, sans cependant prendre un terme déjà utilisé dans le système juridique d'arrivée. Il en découle donc qu'il faut être certain que le terme pressenti n'est pas utilisé dans le système juridique d'arrivée. Tout terme utilisé par ce système juridique doit alors être exclu. C'est ainsi que, par exemple, je réprovoie la traduction de « common law » par le terme français « droit commun » comme le fait Le Docte dans son dictionnaire¹³. Ce dernier terme est déjà utilisé dans un sens

den, indien er weinig of geen etymologische verwantschap tussen beide talen bestaat.

De tweede subsidiaire oplossing is de omschrijving. Indien een omschrijving in de doeltaal een nagenoeg perfecte definitie van een begrip uit de brontaal is, komt een dergelijke beschrijving in de buurt van een uit meerdere woorden bestaand equivalent. De zo omschreven juridische entiteit bestaat als dusdanig echter niet in het doeltaalrechtssysteem, maar is door de combinatie van zijn elementen voor een in dat rechtssysteem getraind jurist begrijpelijk. Voorzover de omschrijving gebrekkig is, vertoont deze subsidiaire oplossing karaktertrekjes van een neologisme. Deze wenselijkheid en het nut van de omschrijving als subsidiaire oplossing hangt af van de lengte en complexiteit van de beschrijving.

De derde subsidiaire oplossing is het neologisme: men benut in de doeltaal een woord, dat niet (of niet meer) wordt gebruikt in het aan de doeltaal gerelateerde rechtssysteem. Een voorbeeld vormt de vertaling van een begrip als het Nederlandse « onrechtmatige daad » of het Franse « délit » in het Engels. Een acceptabel equivalent vindt men niet in het rechtssysteem van Engeland en Wales¹⁰. Derhalve wordt soms vertalingen als « unlawful act »¹¹ of « delict »¹² voorgesteld. Dergelijke vertalingen voorkomen dat de vermelde continentaal-Europese begrippen met het common law-begrip « tort » worden verward. Een nadeel van een dergelijk neologisme is evenwel, dat zulke nieuwe begrippen Engelse juristen vreemd in de oren klinken.

Een moeilijke maar uiterst essentiële vraag is naar welke maatstaven men evenwel een neologisme moet uitkiezen. Volkomen willekeurig dient zulks niet te gebeuren. Niemand van U zal het aanvaardbaar vinden, als ik - nadat ik bij het maken van een Franse vertaling van een Nederlandse wet meen dat er voor een woord geen acceptabele equivalent in het Frans bestaat - en de bronterm derhalve in het Frans met een neologisme als « blubs » weergeef. Een dergelijke beslissing zou absurd zijn. Het neologisme dient dusdanig te worden gekozen, dat de inhoud van de uitgangsterm tenminste enigszins wordt getoond, zonder evenwel een term te gebruiken die in het doeltaalrechtssysteem al wordt gehanteerd. Uit dit laatste vloeit voort, dat men zeker moet weten, dat de beoogde term in het doeltaalrechtssysteem onbenut is. Elke ook maar in enige uithoek van dat rechtssysteem benutte term valt af. Zo keur ik bijvoorbeeld af om het begrip « common law » in het Frans als « droit commun » te vertalen¹³. De laatstvermelde term wordt reeds in een van « common law » sterk afwijkende betekenis gehanteerd. Een neologisme dient zo te worden gekozen, dat een jurist uit het doeltaalrechtssysteem zich daarbij wat kan voorstellen. Daartoe zijn termen die in het doeltaalrechtssysteem vroe-

divergeant profondément de « common law ». Un néologisme doit être choisi de telle sorte qu'un juriste du système juridique d'arrivée puisse se représenter quelque chose. Pour cela, des termes ayant eu autrefois une signification équivalente dans le système juridique d'arrivée, conviennent particulièrement bien¹⁴. On peut également utiliser des termes de droit romain, dans la mesure où on peut encore supposer que les juristes du système juridique d'arrivée ont encore une certaine connaissance du droit romain. Souvent entrent également en ligne de compte des concepts juridiques qui n'ont certes pas cours dans le système juridique d'arrivée mais dans un autre système de la même langue. Ce dernier point mérite plus amples explications.

Nous avons déjà précisé qu'il faut traduire du langage juridique d'un système juridique donné dans le langage juridique d'un autre système juridique donné. Si la langue d'arrivée est la langue juridique de plusieurs systèmes juridiques, il faudra faire son choix quant à la terminologie de tel ou tel pays. Il ne faut pas utiliser d'abord la terminologie juridique du système juridique A puis changer et utiliser des termes du système juridique B. Si on a choisi par principe de traduire en faisant usage de la terminologie du système juridique A, on ne pourra pas en l'absence d'équivalents acceptables dans ce système, utiliser comme néologismes des équivalents acceptables d'un autre système juridique. Il sera alors nécessaire de signaler ces néologismes comme tels, par exemple en renvoyant expressément au système juridique auquel on emprunte le néologisme en question.

On ne perdra pas de vue que les propositions de traduction ne valent en principe qu'entre les systèmes juridiques en question. Si la langue de départ et la langue d'arrivée sont également utilisées comme langage juridique dans d'autres systèmes de droit, d'autres propositions de traductions pourront s'avérer être nécessaires. C'est ainsi que le terme « arrondissements-rechtbank » (tribunal d'arrondissement) a un sens tout à fait différent selon que l'on se place dans le langage juridique belge ou néerlandais¹⁵. La juridiction néerlandaise correspond à peu près au Tribunal de Grande Instance français, tandis qu'en Belgique, ce terme désigne un collège réunissant au niveau de chaque arrondissement judiciaire les présidents du Tribunal de Première Instance, du Tribunal de Commerce et du Tribunal du Travail (= Conseil des Prud'hommes). On voit donc que la traduction de ce terme, par exemple en français aura un sens différent selon qu'il s'agit du terme néerlandais ou belge.

L'équivalence acceptable n'étant souvent qu'une équivalence partielle, les propositions de traduction ne peuvent souvent pas être renversées. Il se peut qu'un certain terme dans le système juridique de départ puisse toujours

ger een equivalente betekenis hadden, bijzonder geschikt¹⁴. Bruikbaar zijn ook Romeins-rechtelijke begrippen, voorzover men mag aannemen, dat juristen uit het doeltaalrechtssysteem (nog) enige kennis van het Romeinse recht hebben. Dikwijls komen ook begrippen in aanmerking, die weliswaar niet in het doeltaalrechtssysteem als juridische begrippen fungeren maar wel in een ander rechtssysteem, dat dezelfde taal als rechtstaal benut. Met name dit laatste standpunt verdient nadere toelichting.

Hiervoor werd reeds uitdrukkelijk gesteld, dat van uit de rechtstaal van een bepaald rechtssysteem in de rechtstaal van een bepaald ander rechtssysteem moet worden vertaald. Indien de doeltaal in meerdere rechtssystemen als rechtstaal fungeert zal moeten worden beslist naar de rechtsterminologie van welk land zal worden vertaald. Men mag niet zonder meer de ene keer in de terminologie van systeem A en de andere keer in de rechtsterminologie van systeem B vertalen. Indien men er echter voor gekozen heeft principieel in de terminologie van systeem A te vertalen, mag men bij gebreke aan acceptabele equivalenten in dat rechtssysteem acceptabele equivalenten uit een ander rechtssysteem, dat dezelfde taal als rechtstaal gebruikt, als neologismen hanteren. Het is dan echter wel noodzakelijk zulke neologismen als dusdanig te kenmerken, bijvoorbeeld door een uitdrukkelijke verwijzing naar het rechtssysteem, waaraan men het neologisme heeft ontleend.

In het oog moet worden gehouden, dat vertaalsuggesties in beginsel slechts gelden tussen de desbetreffende rechtssystemen. Als de brontaal en de doeltaal ook in andere rechtssystemen als rechtstaal worden gebruikt, kunnen tussen die andere rechtssystemen andere vertaalsuggesties noodzakelijk blijken. Zo heeft de term "arrondissementsrechtbank" een volstrekt verschillende betekenis al naar gelang we naar de Nederlandse rechtstaal of naar de Belgische rechtstaal kijken¹⁵. De vertaling van die term in bijvoorbeeld het Frans zal er dus verschillend moeten uitzien al naar gelang het Belgische of het Nederlandse begrip wordt bedoeld.

Doordat (acceptabele) equivalentie dikwijls slechts een partiële is, zijn vertaalsuggesties trouwens heel vaak niet omkeerbaar. Het kan zijn, dat een bepaalde term uit het brontaalrechtssysteem zonder al te groot risico steeds met een bepaalde term uit het doeltaalrechtssysteem kan worden vertaald. Omgekeerd hoeft dit echter niet te betekenen, dat de desbetreffende term uit het doeltaalrechtssysteem steeds met de bronterm kan worden vertaald.

Het voorgaande kunnen we als volgt in enkele stellingen samenvatten:

être traduit sans trop grand risque par un certain terme du système juridique d'arrivée. À l'inverse le terme en question du système juridique d'arrivée ne sera pas forcément toujours traduit par le terme-source.

Ces considérations étant faites, nous pouvons déjà prendre les positions suivantes :

a) La terminologie juridique est liée au système :

b) Une équivalence parfaite entre deux concepts juridiques provenant de deux langues n'est pensable que lorsque ces deux langues ont rapport au même système juridique :

c) Une équivalence acceptable ne vaut qu'entre deux systèmes juridiques et non pas entre deux langues ;

d) Un concept dans un système juridique de départ peut selon le contexte avoir divers équivalents acceptables dans le système juridique d'arrivée ;

e) Si un équivalent acceptable manque, il faut choisir entre ne pas traduire, paraphraser, prendre un néologisme ou combiner ces trois solutions ;

f) En cas de modification du système juridique d'arrivée ou du système juridique de départ, les propositions de traduction devront être adaptées.

3. Cahier des charges pour dictionnaires juridiques multilingues

En traduisant de l'information juridique, on aura fréquemment recours à des dictionnaires. Avant de voir s'il existe de bons dictionnaires juridiques pour le français et le néerlandais, essayons d'établir un cahier des charges pour dictionnaires juridiques multilingues dans la perspective des propos que nous venons de tenir :

1. Les auteurs d'un tel dictionnaire juridique bilingue ne doivent pas susciter l'impression que les propositions de traductions sont toujours des équivalents. L'idéal est de sensibiliser les utilisateurs à la problématique de la traduction de termes juridiques dans la préface du dictionnaire.

2. Les dictionnaires juridiques multilingues doivent en principe se limiter à deux systèmes juridiques parce que la traduction de textes juridiques est un travail de droit comparé, du passage d'un système vers un autre.

3. Il est nécessaire que soit indiqué si on est en présence d'une équivalence parfaite ou d'une équivalence partielle.

4. S'il n'y a pas de terme équivalent dans le système juridique d'arrivée, cela doit être mentionné. Le dictionnaire doit ensuite donner une description dans la langue d'arrivée ou proposer un néologisme.

5. Les néologismes doivent être signalés en tant que tels afin d'éviter que les utilisateurs ne les considèrent comme des termes du système

a) De juridische terminologie is systeemgebonden;

b) Een volledige equivalentie tussen juridische begrippen uit twee talen is slechts denkbaar als beide rechtstalen op hetzelfde rechtssysteem betrekking hebben;

c) Een (acceptabele) equivalentie geldt slechts tussen twee rechtssystemen en niet tussen twee talen;

d) Een begrip uit het brontaalrechtssysteem kan - al naar gelang de context - uiteenlopende (acceptabele) equivalenten in het doeltaalrechtssysteem hebben;

e) Indien een (acceptabele) equivalent ontbreekt, zal een keuze moeten worden gemaakt tussen onvertaald laten omschrijving, neologisme of een combinatie van deze mogelijkheden;

f) Ingeval van verandering van het doeltaalrechtssysteem of het brontaalrechtssysteem dienen vertaalsuggesties te worden aangepast.

3. Desiderata voor meertalige juridische woordenboeken

Bij het vertalen van juridische informatie zal veelvuldig naar woordenboeken worden gegrepen. Laten we - alvorens te kijken of er in de verhouding Frans/Nederlands goede juridische woordenboeken bestaan - proberen om in het perspectief van het voorgaande enkele desiderata te formuleren met betrekking tot meertalige juridische woordenboeken:

1. De samenstellers van een dergelijk tweetalig juridisch woordenboek mogen niet de indruk wekken, dat de gegeven vertaalsuggesties steeds equivalenten zijn. Idealiter dienen de gebruikers van het woordenboek in een voorwoord gevoelig te worden gemaakt voor de problematiek van het vertalen van juridische termen.

2. Meertalige juridische woordenboeken moeten zich in principe beperken tot vertaalsuggesties tussen twee rechtssystemen, daar het vertalen van juridische teksten een rechtsvergelijkend vertalen van rechtssysteem naar rechtssysteem is.

3. Aangegeven moet worden, of er sprake is van nagenoeg volledige equivalentie (acceptabele equivalentie) danwel van partiële equivalentie.

4. Indien in het doeltaalrechtssysteem (systeem juridique d'arrivée) een equivalente term ontbreekt, dient zulks te worden aangegeven. Het woordenboek moet vervolgens in de doeltaal (langue d'arrivée) een omschrijving geven of een neologisme voorstellen.

5. Neologismen dienen als dusdanig te worden gekenmerkt om te voorkomen, dat ze door gebruikers als termen uit het doeltaalrechtssysteem (systeem juridique d'arrivée) worden beschouwd. Idealiter moet de keuze

juridique d'arrivée. L'idéal est que le choix d'un certain néologisme soit motivé.

6. La place des termes-source et des traductions proposées doit être expliquée à l'aide de citations avec contexte ou de renvois bibliographiques afin que soient rendues vérifiables les propositions de traduction.

7. Les propositions de traduction doivent être reconsidérées en cas de modification du système juridique de départ ou du système juridique d'arrivée. En d'autres termes, il faut que de nouvelles éditions revues et corrigées paraissent régulièrement.

8. Les termes-source et les propositions de traduction ne doivent jamais être simplement inversés. En inversant les termes-source d'une part et les équivalents partiels, les paraphrases descriptives ou les néologismes, on obtiendrait des propositions de traduction complètement fausses.

Un dictionnaire juridique multilingue tentant de respecter sérieusement ce cahier des charges est une grande prestation qui doit être qualifiée d'oeuvre scientifique. Comme déjà dit, il y a extrêmement peu de dictionnaires juridiques qui essaient de répondre à ces exigences¹⁶. La plupart des dictionnaires juridiques en restent au niveau de la liste de mots non fondée. Pour ce qui est de la traduction français-néerlandais, néerlandais-français, le dictionnaire de Gerti Hesseling, *Juridisch woordenboek Nederlands - Frans* (avec un lexique français néerlandais) édité chez Maarten Kluwer à Amsterdam et Anvers en 1978 satisfait en plusieurs points à notre cahier des charges. Les termes-source et les propositions de traduction sont à chaque fois rendus amplement dans leur contexte. Pourtant on a essayé d'intégrer à la fois des termes juridiques néerlandais et des termes juridiques belges. De plus ce dictionnaire a été préparé bien avant l'entrée en vigueur du Nouveau Code civil néerlandais.

Un dictionnaire en soi extrêmement respectable est celui de J. Moors, *Dictionnaire Juridique Français-Néerlandais*, 4e édition, La Chartre, Bruges / Bruxelles, 1991. Ce dictionnaire fait à chaque fois référence à des articles de lois belges. Cette façon de procéder a été suivie d'une manière extrêmement conséquente. Y est exclusivement traitée la terminologie juridique belge de langue française et néerlandaise. Les traductions mentionnées sont des traductions entre les deux langues juridiques belges. Si on veut utiliser ce dictionnaire pour traduire de l'information juridique concernant le système juridique français pour les besoins de juristes néerlandais, ce dictionnaire ne devra être utilisé à la rigueur que comme source d'inspiration. Il ne faut pas employer de traductions empruntées à cette source belge sans avoir vérifié le sens des termes en question dans le système juridique néerlandais ou français.

van een bepaald neologisme worden gemotiveerd.

6. De plaats van de brontermen en de vertaalsuggesties in hun respectievelijke rechtssystemen dient door citaten van contexten of door literatuuraanwijzingen te worden toegelicht om de vertaalsuggesties controleerbaar te maken).

7. Vertaalsuggesties dienen in geval van wijzigingen in het brontaalrechtssysteem (systeem juridique de départ) of het doeltaalrechtssysteem (système juridique d'arrivée) te worden herovervogen. Met andere woorden: van het woordenboek dienen regelmatig nieuwe drukken te verschijnen.

8. Brontermen en vertaalsuggesties mogen nooit klakkeloos worden omgedraaid. Door de brontermen enerzijds en partiële equivalenten, omschrijvingen of neologismen anderzijds om te draaien, zouden volstrekt foutieve vertaalsuggesties ontstaan.

Een juridisch meertalig woordenboek dat een serieuze poging doet om deze desiderata te vervullen is een grote prestation die als wetenschappelijk werk moet worden gequalificeerd. Er zijn - zoals gezegd - echter maar uitermate weinig juridische woordenboeken, die een poging doen om aan deze eisen te voldoen¹⁶. De meeste juridische woordenboeken blijven steken op het niveau van ongemotiveerde woordenlijsten. In de verhouding Nederlands/Frans, Frans/Nederlands voldoet echter het woordenboek van G. Hesseling, *Juridisch woordenboek Nederlands-Frans* (met woordenlijst Frans-Nederlands), Maarten Kluwer Amsterdam/Antwerpen 1978, aan meerdere van de vermelde desiderata. De brontermen en vertaalsuggesties worden telkens uitvoerig in context weergegeven. Men heeft echter getracht om zowel Nederlandse als Belgische rechtstermen te verwerken. De wijze waarop men dit heeft gedaan is echter niet steeds even gelukkig. Bij het gebruik van dit woordenboek dient men bovendien in het oog te houden, dat het genuine tijd voor de in werking treding van de Nouveau Code civil néerlandais is voorbereid.

Een op zichzelf buitengewoon respectabel woordenboek is J. Moors, *Dictionnaire juridique, Français-Néerlandais*, 4e édition, La Chartre, Bruges/Bruxelles 1991. Het woordenboek refereert telkens naar Belgische wetsartikelen. Zulks gebeurt op een voorbeeldig consequente manier. De verwerkte terminologie is uitsluitend de Frans/Belgische en Nederlands/Belgische rechtsterminologie. De aangegeven vertalingen betreffen vertalingen tussen deze beide Belgische rechtstalen. Indien men dit woordenboek wil hanteren voor de vertaling van juridische informatie betreffende het Franse rechtssysteem ten behoeve van Nederlandse juristen, dan kan dit woordenboek hoogstens als bron van inspiratie worden gebruikt. Zonder controle van de betekenis van de desbetreffende termen in het

Un dictionnaire très utilisé est le *Dictionnaire de termes juridiques en quatre langues*, d'Edgar Le Docte, édité chez Maklu à Anvers en 1988 où sont proposées des traductions en français, anglais, allemand et néerlandais¹⁷. Les propositions de traduction de ce dictionnaire ne sont pas citées avec leur source. Après examen approfondi on rencontre parfois des propositions de traduction bizarres. Prenons comme exemple la traduction du mot français « concubinage » par « bijslaap » alors que la bonne traduction serait « samenwonen als ware men gehuwd » ou tout simplement « concubinaat ».

En utilisant les dictionnaires mentionnés ci-dessus il convient d'être prudent jusqu'à un certain point. Il est difficile de vérifier les propositions de traduction. Comme le processus suivi lors de l'établissement de propositions de traduction n'est pas décrit, ce n'est pas une chose simple.

Cependant on peut constater que pour la relation français-néerlandais, néerlandais-français, la qualité de contenu des propositions de traduction est très souvent assez bonne. C'est une conséquence directe du fait que les systèmes juridiques français et néerlandais sont très proches. Cette proche parenté permet souvent de conclure que les termes des deux langues juridiques s'équivalent de manière acceptable. On constatera que ces deux systèmes juridiques connaissent une évolution les éloignant l'un de l'autre, surtout au cours de ces cinquante dernières années. En ce qui concerne les Pays-Bas, ce phénomène s'est accentué par l'entrée en vigueur du Nouveau Code civil néerlandais le 1^{er} janvier 1992¹⁸. Je vais maintenant vous donner un aperçu de l'histoire du droit privé néerlandais pour que vous ayez une idée des relations entre les droits privés néerlandais et français.

3. La parenté des droits privés néerlandais et français.

La première codification « néerlandaise » en matière de droit civil qu'il faut mentionner est le soi-disant « Code Napoléon aménagé pour le Royaume de Hollande » introduit par le roi Louis Napoléon en 1809¹⁹. En 1810 la Hollande était cependant annexée à l'Empire français. Suite à cela, toute la législation française, y compris le Code civil de 1804, fut appliquée sur le territoire de la Hollande. Après la chute de Napoléon, le Code civil, entre autres textes de loi, resta « provisoirement en vigueur dans le Royaume des Pays-Bas né du Congrès de Vienne. On projetait cependant de faire un nouveau code qui serait propre au pays. Ce propre code qu'on appelle maintenant « ancien code civil néerlandais » entra en vigueur le 1^{er} octobre 1838²⁰. Malgré certains traits particuliers, l'ancien code civil néerlandais était en grande partie basé sur le Code civil

Franse, respectievelijk Nederlandse rechtsstelsel mogen de aan deze Belgische bron ontleende vertalingen niet worden gehanteerd. Een buitengewoon veel gehanteerd woordenboek is de viertalige Edgar Le Docte, *Dictionnaire de termes juridiques en quatre langues*, Maklu Antwerpen 1988, waarin vertalingen tussen Engels, Frans, Duits en Nederlands worden voorgesteld¹⁷. De vertaalsuggesties zijn in dit woordenboek inhoudelijk evenwel niet gedocumenteerd. Bij preciese bestudering komt men - af en toe - ook opmerkelijk vreemde suggesties tegen. Bij wijze van voorbeeld wijs ik U op de vertaling van het Franse "concubinat" in het Nederlands als "bijslaap", terwijl de juiste vertaling "samenwonen als ware men gehuwd" of simpelweg "concubinaat" zou zijn.

Bij het gebruik van de vermelde woordenboeken dient derhalve tot op zekere hoogte te worden opgepast. De gedane vertaalsuggesties moeten worden gecontroleerd. Daar de bij het opstellen van vertaalsuggesties gevolgde weg niet is beschreven, is dit geen eenvoudige opgave.

Niettemin mag worden geconstateerd, dat in de verhouding Frans/Nederlands, Nederlands/Frans de inhoudelijke kwaliteit van de vertaalsuggesties dikwijls heel behoorlijk is. Dit is een direct gevolg van het feit, dat het Nederlandse en Franse rechtsstelsel zeer nauw aan elkaar verwant zijn. Door die nauwe verwantschap mag vaak worden geconcludeerd, dat termen uit de beide rechtstalen op een acceptabele manier equivalent zijn. Wel kan worden geconstateerd, dat de beide rechtsstelsels gedurende vooral de afgelopen vijftig jaar langzamerhand wat uit elkaar groeien. Wat Nederland betreft wordt dit op het gebied van het privaatrecht met name geaccentueerd door de invoering van een nieuw Burgerlijk Wetboek op 1 januari 1992¹⁸. Om U wat zicht te geven op de historische relaties tussen het Franse en het Nederlandse privaatrecht, wil ik U thans een korte beschrijving van de geschiedenis van het Nederlandse privaatrecht geven.

3. De verwantschap van het Nederlandse en Franse privaatrecht

Als eerste "Nederlandse" codificatie op het gebied van het burgerlijk recht moet worden vermeld het zogenaamde "Wetboek Napoleon voor het Koninkrijk Holland", dat in 1809 door koning Lodewijk Napoleon¹⁹ werd ingevoerd. In 1810 werd Holland evenwel in het Franse keizerrijk ingelijfd. Dientengevolge werd in 1811 de gehele Franse wetgeving, waaronder de Code civil van 1804, ook van kracht op het grondgebied van Holland. Na de val van Napoleon bleef ondermeer de Code civil "voorlopig" van kracht in het op het congres van Wenen tot stand gekomen Konin-

français de 1804. D'ailleurs, à l'origine, ce code avait été conçu comme code civil bilingue pour l'ensemble du royaume des Pays-Bas qui comprenait aussi l'actuelle Belgique. Dans le royaume de cette époque, le français était langue officielle avec le néerlandais. C'est pour cette raison qu'en 1830 l'Imprimerie Nationale Néerlandaise sortit une édition bilingue officielle du code qui devait entrer en vigueur le 1er février 1831. Le 25 août 1830, la Belgique se révoltait contre le roi néerlandais à l'instar de la Révolution de Juillet en France. Finalement la Belgique fut reconnue comme royaume indépendant. Du fait de ces événements, l'édition bilingue n'est jamais entrée en vigueur. La Belgique décida de garder le texte du Code civil français pour qu'il devienne le sien. Et aux Pays-Bas on décida de revoir encore un peu le code bilingue : quelques dispositions qui avaient été intégrées à la demande des « Belges » furent supprimées. La version néerlandaise entra ensuite en vigueur en 1838. Une comparaison de l'ancien Code civil néerlandais avec son homologue français, ou plus simplement encore, une comparaison du Code civil français avec le texte français de 1830 montre à quel point l'ancien code néerlandais de 1838 est proche du français. De nombreux articles étaient même des traductions plus ou moins littérales d'articles du code français. Ce n'est que sur certains points, comme le régime matrimonial ou le transfert de propriété, que des solutions particulières avaient été prises.

Déjà, à la fin du siècle dernier, on trouvait dépassé le texte du Code civil pour de nombreuses raisons. On était d'avis qu'une recodification s'imposait. Néanmoins il a fallu attendre 1947 pour que le gouvernement prenne effectivement la décision de charger quelqu'un de faire l'ébauche d'un Code civil néerlandais entièrement nouveau. Cette mission fut confiée à Eduard Maurits Meijers, professeur à l'université de Leyde²¹. Quand Meijers mourut en 1954, environ la moitié de l'avant-projet du nouveau Code civil néerlandais était prête. On confia la tâche de terminer cet avant-projet à une commission. Le Livre premier du nouveau Code civil néerlandais (portant sur le droit des personnes et de la famille) est entré en vigueur le 1er janvier 1970. Le 26 juillet 1976 suivait le Livre deuxième sur les personnes morales. Le 1er janvier 1992 sont entrés en vigueur les livres troisième (la partie générale du droit des biens et des obligations), cinquième (qui concerne les droits réels), sixième (c'est la partie générale du droit des obligations) ainsi que certaines parties du livre septième sur les contrats nommés²². L'entrée en vigueur du droit successoral (livre quatrième) aura lieu dans plusieurs années.

L'intention était de procéder seulement à une adaptation du texte de 1838 du C.c. en vigueur,

krijk der Nederlanden. Men beoogde evenwel een nieuwe eigen code te ontwerpen. Dat eigen wetboek, dat tegenwoordig als oud B.W. wordt getypeerd, trad in werking op 1 oktober 1838²⁰. Ondanks eigen trekjes, was de tekst van dat BW toch vergaand op de Franse Code civil uit 1804 gebaseerd. Het wetboek was oorspronkelijk overigens als tweetalig (Nederlands / Frans) burgerlijk wetboek gepland voor het gehele koninkrijk der Nederlanden, dat ook België omvatte.

Binnen dat Koninkrijk was het Frans naast het Nederlands officiële taal. Een officiële tweetalige editie verscheen derhalve in 1830 bij de Nederlandse Staatsuitgeverij en zou op 1 februari 1831 in werking zijn getreden. Op 25 augustus 1830 kwam België evenwel - in het voetspoort van de juli-revolutie in Frankrijk - in opstand tegen de Nederlandse koning. Uiteindelijk werd België als zelfstandig koninkrijk erkend. Door deze gebeurtenissen trad de tweetalige editie van het wetboek nooit in werking. België besloot om de tekst van de (Franse) Code civil te handhaven als Belgisch Burgerlijk Wetboek, en in Nederland besloot men het tweetalig wetboek nog engiszins te herzien : enkele regelingen die op "Belgisch" verzoek waren opgenomen werden geschrapt. De Nederlandse versie trad vervolgens in 1838 in werking. Vergelijking van het oude Nederlandse Burgerlijk Wetboek met de Franse Code civil, of nog eenvoudiger vergelijk van de Franse tekst van het Wetboek 1830 met de Franse Code civil laat zien, hoe dicht het oude Nederlandse wetboek uit 1838 bij het Franse stond. Vele artikelen waren zelfs min of meer letterlijke vertalingen van artikelen uit dat Franse wetboek. Slechts op enkele punten, zoals in het huwelijksgoederenrecht en met betrekking tot de overdracht van goederen werden zelfstandige oplossingen gevolgd.

Reeds aan het einde van de vorige eeuw vond men de tekst van het VW op vele grond verouderd. Men meende dat een hercodificatie op zijn plaats was. Niettemin heeft het tot 1947 geduurd, alvorens de regering het besluit nam om inderdaad de opdracht te geven een geheel nieuw BW te ontwerpen. Deze opdracht werd aan de Leidse hoogleraar E.M. Meijers gegeven²¹. Toen Meijers in 1954 overleed, had hij de ontwerpen voor circa de helft van het nieuw BW gereed. Aan een commissie werd de taak gegeven de ontwerpen af te ronden. Het eerste boek van het nieuw B.W. (personen- en familierecht) trad op 1 januari 1970 in werking. Op 26 juli 1976 volgde boek 2 (rechtspersonen). Op 1 april 1991 trad het grootste deel van boek 8 (vervoersrecht) in werking. Op 1 januari 1992 volgde het algemeen deel van het vermogensrecht (boek 3), zakelijke rechten (boek 5), het algemeen deel van het vermogensrecht (boek 5) en enkele bijzondere overeenkomsten (boek 7)²². De

de corriger les erreurs notoires, d'intégrer la jurisprudence et de rectifier çà et là des imperfections dans la systématique. Mais il en fut tout autrement. Le nouveau droit des biens et des obligations a entraîné une révision fondamentale de notre droit civil. De nombreux sujets sont maintenant réglés d'une manière différente, la systématique diverge fondamentalement de l'ancien droit et les modifications terminologiques sont en nombre très important²³. Du fait de toutes ces modifications, le nouveau code civil néerlandais est plus éloigné du Code civil français que l'ancien. La préparation du nouveau code a été précédée d'une importante étude de droit comparé. En étudiant les documents explicatifs du code, on constate que les codes suisse, allemand et italien ont eu une grande influence sans oublier bien sûr celle de la forte tradition française. Néanmoins nous pouvons constater que le nouveau droit civil néerlandais est toujours l'enfant du droit civil français, même si cet enfant est devenu très indépendant.

Examinons maintenant d'un peu plus près quelques-unes de ces modifications. La modification la plus célèbre concerne ce dont j'ai déjà parlé, c'est-à-dire l'interversion de sens des mots « zaak » et « goed ». Dans le Nouveau code civil néerlandais « zaak » (chase) est défini²⁴ comme étant un objet matériel susceptible de maîtrise par l'homme (art. 3:2 Nouveau code civil néerlandais)²⁵. Dans l'ancien, c'était la définition du mot « goed » (qui veut dire aujourd'hui « bien »). Cette modification terminologique a eu des conséquences importantes pour le contenu d'autres termes qui font référence au terme « zaak », comme « zakenrecht » (droit des choses) et « zakelijk recht » (droit sur une chose) ce pour quoi on utilise traditionnellement « droit réel » en français. Tant dans l'ancien que dans le nouveau droit, « zakenrecht » (droit des choses) est le domaine du droit qui a pour objet les choses (zaken). La définition de « zaken » étant plus restreinte qu'avant le 1er janvier 1992, le sens de « zakenrecht » change aussi. Au lieu de « zakenrecht » dans l'ancien sens, on utilise plutôt le terme « goederenrecht » (droit des biens) dans le nouveau droit²⁶. De même le terme « zakelijk recht » qui désigne un droit portant sur une « zaak », a un sens plus restreint pour le nouveau droit, ce qui a des conséquences importantes pour le contenu du Livre cinquième intitulé « Des droits réels ». Les droits réels traditionnels comme le gage, l'hypothèque et l'usufruit ne sont pas traités dans ce livre parce que selon le nouveau droit ils ne concernent pas toujours des choses corporels mais peuvent grever également des droits. C'est pourquoi ils ont pris place dans le Livre troisième. Ces droits que l'on appelait « zakelijk » (réels) dans l'ancien droit sont désormais appelés « droits démembres » (beperkt recht)²⁷ redéfinies par l'art. 3:8 du Nouveau code civil

invoering van boek 4 (erfrecht) zal over een aantal jaren geschieden.

Aanvankelijk lag het in de bedoeling om de tekst van het geldende B.W. van 1838 slechts wat bij te schaven, notoire fouten te herstellen, jurisprudentie te verwerken en hier en daar systematische schoonheidsfouten te herstellen. Het is echter anders gekomen. Het nieuwe vermogensrecht bracht een fundamentele herziening van ons burgerlijk recht. Vele onderwerpen zijn anders geregeld dan voorheen, de systematiek wijkt fundamenteel af van het vroegeren recht en het aantal terminologische veranderingen is zeer groot²³. Door al die verandering staat het Nieuw Burgerlijk Wetboek verder van de Franse Code civil af dan het vroegeren Burgerlijk Wetboek. aan het voorbereiden van het nieuwe wetboek is uitvoerig rechtsvergelijkend onderzoek voorafgegaan. Indien men de toelichting op het wetboek bestudeert, blijken vooral de wetboeken van Zwitserland, Duitsland en Italië naast de intensieve Franse traditie grote invloed te hebben gehad. Niettemin mogen we constateren dat het Nederlandse burgerlijk recht nog steeds een dochter van het Franse burgerlijk recht is: intussen is het echter wel een uitermate zelfstandige dochter geworden.

Laten we nu enkel veranderingen eens nader bekijken. De meest beruchte verandering betreft het boven reeds vermelde feit, dat de begrippen «zaak» en «goed» van betekenis ruilen. In het Nieuw Burgerlijk Wetboek wordt «zaak» als «voor menselijke beheersing vatbaar stoffelijk object» gedefinieerd²⁴ (art. 3:2 NBW)²⁵. Naar oud recht was dit de definitie van het woord «goed». Deze terminologische verandering heeft belangrijke consequenties voor de inhoud van andere termen, die aan het begrip zaak refereren, zoals «zakenrecht», het rechtsgebied dat men zich met «zaken» bezighoudt. Daar evenwel de definitie van «zaken» na 1 januari 1992 enger is dan voordien, verandert ook de betekenis van het begrip «zakenrecht». Voor zakenrecht in de oude ruime betekenis wordt naar nieuw recht de term goederenrecht bepleit²⁶. Ook de term «zakelijk recht», zijnde een recht op een zaak, krijgt naar nieuw recht een engere betekenis, hetgeen ingrijpende consequenties heeft voor de inhoud van het vijfde boek van het Nieuw B.W., getiteld «Zakelijke rechten». Traditionele zakelijke rechten als pand, hypotheek en vruchtgebruik komen in dit boek niet voor, daar ze niet steeds op zaken rusten, doch ook op recht kunnen worden gevestigd. Ze hebben daarom een plaatsje in Boek 3 gekregen.

Die rechten die naar oud recht «zakelijk» waren, maar naar nieuw recht niet steeds (daar ze ook op een recht kunnen rusten) worden met de nieuwe gedefinieerde term «beperkt recht»²⁷ (art. 3:8 NBW) aangeduid. Overigens wordt een term als het zoëven vermelde «goe-

néerlandais. D'ailleurs un terme comme « goederenrecht » (droit sur des biens) dont il a été question il y a un instant est employé dans le texte du Nouveau code civil néerlandais, mais une telle expression est la conséquence logique du nouvel étalonnage du terme « zaak » (chose). Le ré-étalonnage du terme « eigendom » (propriété) est également étroitement lié à la nouvelle signification du mot « zaak »: seules les choses (corporels peuvent faire l'objet de propriété (art. 5:1, Nouveau code civil néerlandais): « La propriété est le droit le plus étendu qu'une personne puisse avoir sur une chose »²⁸. Depuis le 1er janvier 1992 il est terminologiquement faux de parler de « propriété d'un droit. Dans la nouvelle terminologie on a « un titre sur un droit » (men is gerechtigd tot een recht) ou bien on est « titulaire d'un droit » (rechthebbende van een recht)²⁹. Cela a également des conséquences pour le concept de copropriété (mede-eigendom)³⁰. Selon le Nouveau code civil néerlandais on ne peut employer ce terme que lorsque l'on a la propriété d'une chose en commun; s'il s'agit d'un droit, on ne peut plus parler de « mede-eigendom » (copropriété), il faut dire « gemeenschap » (communauté)³¹. Les anciens copropriétaires doivent maintenant être qualifiés de « deelgenoten » (partenaires)³².

Cette série d'exemples montrent déjà qu'il nous est possible de distinguer plusieurs catégories de nouveaux termes. Je vais maintenant essayer de systématiser différentes catégories de concepts et de les illustrer par des exemples.

Je ne vais pas expliquer ces termes pendant cet exposé. Je vous renvoie aux articles mentionnés ainsi qu'aux manuels pour débutants et aux usuels cités dans mes notes de bas de page.

On a:

1. Des concepts explicitement définis dans la loi, c'est-à-dire:

a) des termes déjà employés dans l'ancien droit mais qui ont désormais un nouveau sens. Exemples:

- « zaak » (chose) (art. 3:2)³³

- « eigendom » (propriété) (art. 5:1)³⁴

b) des termes inutilisés dans l'ancien droit et qui recouvrent pour la première fois un concept juridique. Exemples:

- « beperkt recht » (droit démembré) (art. 3:8)³⁵

- « standaardregeling » (règlement-type) (art. 6:214)³⁶

- « bedreiging » (menace; dans l'ancien droit, on parlait de contrainte [dwang]) (art. 3:44 al.2)³⁷

- « inbewaringstelling » (consignation; dans l'ancien droit, on disait « consignatie ») (art. 6:66)³⁸

c) des termes définis légalement pour la première fois dans le nouveau droit, mais dont la définition est la même que celle qu'ils avaient dans l'ancien droit. Exemples:

derenrecht" in de tekst van het Nieuw Burgerlijk Wetboek gebruikt, maar een dergelijke uitdrukking is de logische consequentie van het nieuw iken van het begrip "zaak". Nauw verbonden met de nieuwe betekenis van het begrip "zaak" is ook de herijking van het begrip "eigendom": uitsluitend "zaken" kunnen het object van eigendom zijn (art. 5:1 N.B.W.: "Eigendom is het meest omvattende recht dat een persoon op een zaak kan hebben"²⁸. Waar we vroeger nog over eigendom van een recht konden spreken, is dit terminologisch na 1 januari 1992 onjuist. In de nieuwe terminologie is men "gerechtigd tot een recht" of "rechthebbende van een recht"²⁹. Consequenties heeft dit ook voor een begrip als "mede-eigendom"³⁰. Naar N.B.W. mag deze term slechts worden gebruikt indien men gezamenlijk een zaak in eigendom heeft; betreft het object evenwel een recht, dan mag het woord "mede-eigendom" niet in de mond worden genomen, maar moet in plaats daarvan van "gemeenschap"³¹ worden gesproken. De oude "mede-eigenaars" moeten dan als "deelgenoten" worden getypeerd³².

Uit deze reeks van voorbeelden blijkt reeds, dat we diverse categorieën (nieuwe) termen kunnen onderscheiden. Ik zal proberen nu deze verschillende categorieën begrippen te systematiseren en met voorbeelden te illustreren.

In deze toespraak wordt nagelaten de vermelde termen te verklaren. Verwezen zij naar de vermelde wetsartikelen, alsmede naar de in voetnoten aangegeven inleidende handboeken en naslagwerken.

1. Expliciet in de wet gedefinieerde begrippen:

a. begrippen die in het oude recht wel al werden gebruikt, maar thans een nieuwe betekenis krijgen. Voorbeelden:

- zaak (art. 3:2)³³

- eigendom (art. 5:1)³⁴

b. begrippen die in het oude recht niet werden gebruikt en thans voor het eerst als juridisch begrip worden gedefinieerd:

- beperkt recht (art. 3:8)³⁵

- standaardregeling (art. 6:214)³⁶

- bedreiging (in het oude recht werd gesproken over "dwang") (art. 3:44 lid 2)³⁷

- inbewaringstelling (in het oude recht werd gesproken over "consignatie") (art. 6:66)³⁸

c. begrippen die in het nieuwe recht weliswaar voor het eerst wettelijk worden gedefinieerd, maar waarvan de definitie niet afwijkt van het oude recht. Voorbeeld:

- vermogensrecht ("droit patrimonial" in het Frans; samen met de "choses" zijn deze recht de "biens") (art. 3:6)³⁹.

- algemene voorwaarden (art. 6:231 sub a)⁴⁰.

2. Impliciet in de wet gedefinieerde begrippen, d.w.z. begrippen die niet uitdrukkelijk worden gedefinieerd, maar waarvan de inhoud

- « vermogensrecht » (droit patrimonial) (art. 3:6)³⁹

- « algemene voorwaarden » (conditions générales)⁴⁰ (art. 3:264 point a)

2. Des termes définis implicitement par la loi, c'est-à-dire des termes qui ne sont pas définis explicitement, mais dont le contenu ressort clairement d'un ou plusieurs articles. On trouve aussi dans cette catégorie des termes nouvellement étalonnés, des termes nouveaux et des termes déjà connus. Des exemples de termes implicitement définis sont:

- « deelgenoot » (partenaire)⁴¹ (art. 3:166 al. 1);

- « verrekening » (compensation; dans l'ancien droit on parlait de « compensatie ») (art. 6:127)⁴²;

- « redelijkheid en billijkheid » (raison et équité; dans l'ancien droit on employait pour cela l'expression « goede trouw » / bonne foi) (art. 3:12).⁴³

3. Des termes dont la signification n'est pas fixée par la loi ni n'en découle indirectement, mais qui sont toujours utilisés avec le même signification; exemples:

- « tekortkoming in de nakoming » (manquement dans l'exécution") (art. 6:74)⁴⁴

- « terstond; onverwijld; met bekwame spoed » (immédiatement/ sur-le-champ; sans délai/sans tarder; promptement)⁴⁵

- « bekrachtiging » (art. 3:58)⁴⁶, « bevestiging » (art. 3:55)⁴⁷, « toestemming » (art. 1:234 al. 2) (régularisation; confirmation; consentement)⁴⁸

4. Des termes ayant fait leur apparition dans la doctrine suite à la modification terminologique abordée ci-dessus aux points 1 et 3. Exemples:

- « goederenrecht » au lieu de « zakenrecht »⁴⁹

5. Des termes concernant le Nouveau code civil néerlandais. Exemples:

- structure par strates / structure stratifiée / pyramidale; « gelaagde structuur »⁵⁰

- « schakelbepaling » (disposition de renvoi à une autre disposition)⁵¹

- « onmiddellijke werking » (application immédiate)⁵²

- « (partieel) uitgestelde werking » (application partiellement suspendue)⁵³

- « grijze lijst » (liste grise) (voir art. 3:237)⁵⁴

- « zwarte lijst » (liste noire) (voir art. 3:236)⁵⁵

Quelles conséquences tout cela a-t-il pour les traductions faites vers le néerlandais ou à partir du néerlandais? En traduisant à partir du néerlandais il faudra tenir compte du fait que:

a) on rencontrera bon nombre de nouveaux concepts et termes; certains sont définis explicitement dans le Nouveau code civil néerlandais; d'autres sont apparus dans le cadre de l'entrée en vigueur du nouveau droit.

b) un certain nombre de termes ont eu soudain une autre signification, ainsi que d'autres

wel duidelijk uit een of meer wetsartikelen blijkt. Ook in deze categorie kunnen we nieuw geijkte, nieuwe en reeds "bekende" begrippen tegenkomen. Voorbeelden van nieuw (impliciet) gedefinieerde begrippen zijn:

- deelgenoot (art. 3:166 lid 1)⁴¹;

- verrekening (onder het oude recht spraken men van "compensatie") (art. 6:127)⁴²

- "redelijkheid en billijkheid" (onder het oude recht hanteerde men ook in dit verband de uitdrukking "goede trouw") (art. 3:12)⁴³.

3. Begrippen, waarvan de betekenis niet in de wet is vastgelegd of daaruit indirect blijkt, maar die wel in een constante betekenis worden gebruikt; voorbeelden:

- tekortkoming in de nakoming (art. 6:74)⁴⁴;

- terstond; onverwijld; met bekwame spoed⁴⁵

- bekrachtiging (art. 3:58)⁴⁶, bevestiging (art. 3:55)⁴⁷, toestemming (art. 1:234 lid 2)⁴⁸;

4. Begrippen, die in de juridische literatuur zijn ontstaan als gevolg van de sub 1 tot 3 bedoelde (verandering van) terminologie. Voorbeelden:

- goederenrecht i.p.v. zakenrecht⁴⁹;

5. Termen die (zijn) ontstaan i.v.m. het N.B.W. Voorbeelden:

- gelaagde structuur⁵⁰

- schakelbepaling⁵¹

- onmiddellijke werking⁵²

- (partieel) uitgestelde werking⁵³

- grijze lijst (vgl. art. 6:237)⁵⁴

- zwarte lijst (vgl. art. 6:236)⁵⁵

Welke consequenties heeft een en ander nu voor vertalingen vanuit en naar het Nederlands? Personen, die vanuit het Nederlands vertalen, moeten er rekening mee moeten houden, dat:

a) zij nogal wat nieuwe begrippen zullen tegenkomen; sommige van deze begrippen zijn in het Nieuw B.W. expliciet of impliciet gedefinieerd; andere begrippen zijn ontstaan n.a.v. (de invoering van) het nieuwe recht;

b) een aantal begrippen plotseling een andere betekenis hebben gekregen, alsmede sommige begrippen een al dan niet in de wet geëxpliciteerde vaste betekenis hebben gekregen, terwijl hun inhoud voreger niet zo vast stond;

c) juristen in beginsel begrippen zullen hanteren in overeenstemming met de door de wetgever aan die begrippen gegeven betekenis, maar gedurende de eerste jaren na de invoering van het Nieuw B.W. maken juristen nog wel heel vaak terminologische fouten.

Vertalers die naar het Nederlands vertalen, dienen eveneens rekening te houden met de nieuwe terminologie:

a) in beginsel dienen ze te vertalen in de nieuwe terminologie; het blijven hanteren van de oude terminologie zou verwarring scheppen en géén recht doen aan het voor juridisch vertalingen geldende uitgangspunt dat van

qui ont eu une définition légale explicite ou non tandis que leur ancien contenu n'était pas fixé ;

c) les juristes devront en principe employer les termes conformément au sens que le législateur leur a donné, mais que pendant les premières années suivant l'entrée en vigueur du Nouveau code civil néerlandais les juristes font encore très souvent des erreurs de terminologie.

Les traducteurs traduisant vers le néerlandais devront également tenir compte de la nouvelle terminologie.

a) en principe ils doivent employer la nouvelle terminologie en traduisant ; l'emploi de l'ancienne terminologie serait source de confusions et ne respecterait pas le principe selon lequel, en traduction juridique, on traduit d'un système juridique vers un autre système juridique⁵⁶ ;

b) il y aura exception lorsque, pour une raison ou pour une autre, cette ancienne terminologie continue à subsister avec un terme plus marquant que celui de la nouvelle. Ainsi le Nouveau code civil néerlandais parle-t-il de « toerekenbare tekortkoming in de nakoming » (manquement dans l'exécution imputable au débiteur) et de « niet-toerekenbare tekortkoming in de nakoming » (manquement dans l'exécution non imputable au débiteur). Dans la pratique, notamment dans les contrats, on continuera sans aucun doute à parler de « wanprestatie » (faute contractuelle)⁵⁷ et de « overmacht » (force majeure ; cas fortuit)⁵⁸, la description exhaustive étant ajoutée la première fois entre guillemets et servant à fournir une explication.

c) il y aura également exception si le nouveau droit ne fournit pas de bon équivalent pour rendre le concept étranger à traduire, alors que l'ancien droit le fait. Cela est possible pour la relation français/néerlandais, l'ancien droit étant plus près du droit français que ne l'est le nouveau droit. L'emploi de termes empruntés fait alors figure de néologisme⁵⁹ historiquement fondé. On devra cependant indiquer clairement que le terme doit être considéré comme un néologisme juridique, le terme n'étant plus employé par le droit positif.

Suite à ces considérations, il est clair que l'entrée en vigueur du Nouveau code civil néerlandais nécessite la reconsidération de traductions possibles/propositions de traduction classiques. Ainsi il faudra revoir les traductions-standard du français vers le néerlandais concernant des contrats par exemple. D'ailleurs aux Pays-Bas, les textes qui ont été adaptés au Nouveau code civil néerlandais sont légion : dans la mesure où ces textes sont importants pour les relations juridiques internationales, des traductions devront être effectuées, entre autres en français.

rechtssysteem naar rechtssysteem moet worden vertaald⁵⁶ ;

b) een uitzondering bestaat indien om de een of andere reden die oude terminologie als pregnant term naast de nieuwe blijft bestaan. Zo spreekt het Nieuw B.W. van « toerekenbare tekortkoming in de nakoming » en van « niet toerekenbare tekortkoming in de nakoming ». De praktijk zal evenwel zonder enige twijfel in contracten de uitdrukkingen « wanprestatie »⁵⁷ en « overmacht »⁵⁸ blijven hanteren, waarbij dan wellicht de eerste keer de omslachtige omschrijving tussen haakjes ter verklaring zal worden bijgevoegd.

c) een uitzondering bestaat ook, indien het nieuwe recht geen goed equivalent voor een te vertalen buitenlands begrip kent, maar het oude recht wel. In de verhouding Frans/Nederlands kan zich zo iets voordoen, daar het oude recht dichterbij het Franse lang dan het nieuwe. Het gebruik van een aan het oude recht ontleende term is dan bij wijze van historisch gefundeerd neologisme⁵⁹ acceptabel. Men dient dan echter wel uitdrukkelijk aan te geven, dat de term als juridisch neologisme moet worden aangemerkt, daar het begrip in het thans gelden niet meer wordt gebruikt.

Na het voorgaande zal duidelijk zijn geworden dat de invoering van het Nieuw B.W. bewerkstelligt, dat klassieke vertaalsuggesties Frans/Nederlands en vice versa moeten worden heroverwogen. Standaardvertalingen van bijvoorbeeld contracten uit het Frans naar het Nederlands moeten worden herzien. In Nederland zijn overigens legio standaardteksten in-tussen aan het Nieuw B.W. aangepast: voor zover deze teksten in het internationaal rechtsverkeer relevant zijn, zullen vertalingen in ondermeer in het Frans moeten worden gemaakt.

Meertalige juridische woordenboeken, waarin Nederlands als een der talen figureert, moeten nu na de invoering van het Nieuw B.W. worden bewerkt, voorzover bij het maken van het woordenboek niet reeds rekening is gehouden met de nieuwe, resp. hernieuwde terminologie.⁶⁰

Dr. G.-R. de Groot
Rijksuniversiteit Limburg

Les dictionnaires juridiques multilingues où figure le néerlandais devront être revus et corrigés suite à l'entrée en vigueur du Nouveau code civil néerlandais dans la mesure où ceux-ci n'avaient pas pris en compte la nouvelle terminologie ou la terminologie rénovée lors de leur rédaction⁶⁰.

G.-R. de Groot.
Université du Limbourg

Annexe

Les publications peuvent être divisées en deux groupes. On citera d'abord celles se rapportant au nouveau Code civil néerlandais. Nous ferons ensuite quelques suggestions pour ceux qui veulent approfondir les correspondances et les différences terminologiques entre les droits français et néerlandais vues sous un aspect historique.

Publications se rapportant au Nouveau Code civil néerlandais.

a) En premier lieu on citera les traductions française et anglaise de la partie concernant le droit des biens et des obligations dans Nouveau Code civil néerlandais: P.C.C. Haanappel et Ejan Mackaay, *Nieuw Nederlands Burgerlijk Wetboek; Het vermogensrecht/New Netherlands Civil code; patrimonial law/Nouveau Code civil néerlandais; le droit patrimonial*, Kluwer, Deventer, 1990. La traduction anglaise a été critiquée en raison de l'emploi fréquent de termes anglais du droit privé du Québec, où travaillent les deux traducteurs. La terminologie française est souvent inspirée de l'usage québécois. Il me semble toutefois que dans le domaine du droit privé, la terminologie française ne présente pas de grande différence entre le Québec et la France. C'est pourquoi je suppose que les lecteurs français pourront suivre facilement cette traduction.

b) Une traduction du livre premier (droit des personnes et de la famille) a déjà été publiée: Louis F. Ganshof/Charles Petit, *Nouveau Code civil néerlandais*, livre I, Droit des personnes et de la famille, Kluwer, Deventer, 1972. On attirera cependant l'attention sur le fait que depuis que cette traduction a été réalisée, de nombreuses modifications sont intervenues en droit des personnes et de la famille, tant aux Pays-Bas qu'en France, de telle sorte qu'une nouvelle traduction serait la bienvenue.

c) Nous avons déjà mentionné la parution d'un excellent dictionnaire de Gerti Hesseling, *Juridisch Woordenboek Nederlands-Frans* (avec une liste français-néerlandais), Maarten Kluwer, Amsterdam/Antwerpen, 1978. Du fait de l'entrée en vigueur du nouveau code civil néerlandais une révision en serait nécessaire. De même la réforme du droit procédural français devrait également être prise en compte.

d) Des propositions de traduction (non fondées) se trouvent également dans un certain nombre de publications plus récentes. Citons d'abord L.A. Westbroek-van Ommeren, *Praktisch Juridisch Frans*, Alphen aan den Rijn, 1992 où se trouvent également des listes de mots. Citons aussi le petit

Annex

De publicaties zijn in twee groepen verdeeld. Allereerst zullen enkele publicaties m.b.t. het Nieuw B.W. worden vermeld. Daarna zullen enkele suggesties worden gedaan voor diegenen, die de terminologische overeenkomsten en verschillen tussen het Franse en Nederlandse recht nader willen bestuderen in hun historisch perspectief.

Publicaties met betrekking tot het Nieuw B.W.:

a) In de eerste plaats is dat de Engels/Franse vertaling van het vermogensrechtelijke deel van het Nieuw Burgerlijk Wetboek: P.C.C. Haanappel en Ejan Mackaay, *Nieuw Nederlands Burgerlijk Wetboek; Het vermogensrecht / New Netherlands Civil Code; patrimonial law / Nouveau Code civil néerlandais; le droit patrimonial*, Kluwer Deventer, 1990. De Engelse vertaling heeft kritiek ondervonden vanwege het feit, dat dikwijls gebruik is gemaakt van de Engelstalige terminologie van het privaatrecht in Quebec, waar beide vertalers werkzaam waren. Ook de Franse terminologie is dikwijls op het gebruik in Quebec geïnspireerd. Het komt me echter voor, dat de Franse terminologie op gebied van het privaatrecht in Québec en Frankrijk niet zo gigantisch verschilt. Daarom verwacht ik, dat deze vertaling ook voor Franse lezers goed te volgen is.

b) Van het eerste boek (personen- en familierecht) werd een Franse vertaling gepubliceerd: Louis F. Ganshof/Charles Petit, *Nouveau Code civil néerlandais*, Droit des personnes et de la famille, Kluwer, Deventer, 1972. Er zij echter op gewezen, dat sinds deze vertaling tot stand kwam zowel in Nederland als in Frankrijk vele wijzigingen op het gebied van het personen- en familierecht hebben plaatsgevonden, zodat een nieuwe vertaling welkom zou zijn.

c) Vreemd werd reeds het ten tijde van het verschijnen ervan voortreffelijke woordenboek van Gerti Hesseling, *Juridisch woordenboek Nederlands-Frans* (met woordenlijst Frans-Nederlands), Maarten Kluwer, Amsterdam/Antwerpen, 1978. Er werd echter ook al op gewezen, dat de invoering van het Nieuw B.W. een bewerking noodzakelijk maakt. Ook de revisie van het procesrecht in Frankrijk maakt een dergelijke herziening wenselijk.

d) (Ongemotiveerde) vertaalsuggesties kunnen ook uit een aantal recentere publicaties gehaald worden. Allereerst zij gewezen op L.A. Westbroek-van Ommeren, *Praktisch Juridisch Frans*, Alphen aan den Rijn, 1992, waarin woordenlijsten zijn opgenomen. Vermeld zij ook het op initiatief van de Nederlandse Vereniging voor Rechtsvergelijking tot stand

livre *Nederlandse rechtsbegrippen vertaald. Frans-Engels-Duits*, K. Boele-Woelki / F.J.A. van der Velden (red.), La Haye, 1992, réalisé à l'initiative de la Nederlandse Vereniging voor Rechtsvergelijking, l'association néerlandaise de droit comparé. Les propositions de traduction peuvent inspirer. On a également omis de mentionner quelles traductions étaient des néologismes dans la langue d'arrivée ; les contextes de la langue-source et des traductions manquant également. De nombreux spécialistes ont toutefois longtemps réfléchi et discuté des termes à choisir dans la langue-cible.

e) Si en traduisant on rencontre des termes ayant peut-être pris une autre dimension dans le nouveau code civil néerlandais, il est bon de consulter: C.C. van Dam/E.H. Hondius, c.s., *Het Nieuw B.W. in 400 trefwoorden*, 2e druk, Kluwer, Deventer, 1990. L'essentiel des concepts du nouveau code civil néerlandais y est traité clairement (souvent avec des comparaisons avec l'ancienne terminologie). Il est bon que le traducteur utilise cet ouvrage.

Publications plus anciennes :

f) Il existe une ancienne traduction du Code civil français en néerlandais. Ce n'est pas étonnant parce que le code français a été en vigueur aux Pays-Bas de 1811 à 1838. L'édition bilingue a été imprimée en 1811 par l'Imprimerie Impériale. Il me semble avoir lu que le traducteur était Willem Bilderdijk. Ce n'est cependant pas mentionné dans l'édition et je n'ai pas pu en trouver confirmation dans la littérature. Cette contenait un table des matières bilingue contenant des renvois aux articles les plus importants.

g) Des données terminologiques intéressantes ont pu être empruntées à l'édition bilingue de l'ancien Code civil qui aurait dû entrer en vigueur en 1838 et qui (après une légère modification) est enfin entré en vigueur le 1er octobre 1838. La version officielle avait été éditée en 1830 par l'Imprimerie de l'Etat à La Haye.

h) Pour les différences de contenu entre le Code civil français et l'ancien code civil néerlandais, nous renvoyons à C. Asser, *Vergelijking van het Burgerlijk Wetboek en het Wetboek Napoleon*, 1838.

i) Citons également la traduction française de l'ancien Code civil néerlandais faite en 1886 par G. Tripels, avocat à Maastricht ainsi que celle de P.H. Haanebrink, notaire à Maastricht.⁶¹

j) Enfin signalons qu'il existe de nombreuses publications contenant des tables de correspondance entre les articles du Code civil français et de l'ancien Code civil néerlandais. Il y a également des tables de correspondance entre les articles de l'ancien et du nouveau Code civil néerlandais. L'usage de ces tables de correspondance peut parfois être utile.

gekomen boekje *Nederlandse rechtbegrippen vertaald. Frans-Engels-Duits*, K. Boele-Woelki / F.J.A. van der Velden (red.), 's Gravenhage 1992. De vertaalsuggesties in dit boekje zijn inspirerend. Ook hier is echter nagelaten om aan te geven, welke vertaalsuggesties in de doeltaal neologismen zijn ; voorts ontbreekt de contexten van bronterm en vertaalsuggestie. Wel is echter lang nagedacht over en door vele specialisten gediscussieerd over de te kiezen term in de doeltaal.

e) Indien men bij het vertalen begrippen ontmoet, die wellicht in het Nieuw B.W. een geheel eigen inkleuring hebben gekregen is het gebruik van het volgende boek verstandig: C.C. van Dam / E.H. Hondius, c.s., *Het Nieuw B.W. in 400 trefwoorden*, 2e druk, Kluwer, Deventer, 1990. In dit boek worden de belangrijkste begrippen uit het Nieuw B.W. op overzichtelijke wijze (dikwijls vergelijkend met de oude terminologie) behandeld. Een juridisch vertaler doet er verstandig aan dat boek binnen handbereik te houden.

Oudere publicaties:

f) Er bestaat een oude vertaling van de Franse Code civil in het Nederlands. Dit is niet verbaazingswekkend, daar het Franse wetboek van 1811-1838 in Nederland gold. De tweetalige editie werd in 1811 bij de Imprimerie impériale gedrukt. Ik meen eens te hebben gelezen, dat de vertaler Willem Bilderdijk was. Dit is echter niet in de uitgave vermeld en ik kon thans ook geen bevestiging van deze herinnering in de literatuur vinden. De editie bevat een tweetalige 'table des matières', waarin de opgenomen termen onder verwijzing naar de relevante wetsartikelen worden omschreven.

g) Interessante terminologische gegevens kunnen worden ontleend aan de tweetalige publicatie van de oorspronkelijke tekst van het oude Burgerlijk Wetboek, dat aanvankelijk in 1831 in werking had zullen treden en - na marginale wijziging - uiteindelijk op 1 oktober 1838 werd ingevoerd. De officiële editie verscheen in 1830 bij de Staatsdrukkerij in 's Gravenhagen.

h) Voor inhoudelijke verschillen tussen de Franse Code civil en het oude Nederlands Burgerlijk Wetboek zij verwezen naar C. Asser, *Vergelijking van het Burgerlijk Wetboek en het Wetboek Napoleon*, 1838.

i) Vermeld zij voorts de in 1886 verschenen Franse vertaling van het oude Burgerlijk Wetboek van de hand van G. Tripels, advocaat te Maastricht en de in 1921 verschenen Franse vertaling van P.H. Haanebrink, notaris te Maastricht.⁶¹

j) Tenslotte zij er op gewezen, dat er vele publicaties zijn, waarin concordantietabelle, zijn opgenomen van artikelen van de Franse Code civil en corresponderende bepalingen uit het oude Nederlands Burgerlijk Wetboek en omgekeerd. Ook bestaan er diverse concordantietabellen waarin de artikelen van het oude Burgerlijk Wetboek zijn opgenomen met verwijzingen naar de artikelen van het Nieuw Burgerlijk Wetboek. Het gebruik van deze concordantietabellen kan soms aanbeveling verdienen.

Notes

1 Le concept de traduction / traduire sera ici employé dans un sens particulièrement large. Il n'est pas seulement question de traduction lorsqu'un texte juridique est rendu plus ou moins littéralement dans une autre langue, mais également à chaque fois qu'il est question du contenu d'un système juridique dans une langue qui ne relève pas de ce système juridique.

2 C'est même le cas au Royaume des Pays-Bas. Le territoire métropolitain (en Europe), les Antilles néerlandaises et Aruba ont en principe des systèmes juridiques indépendants. De même la terminologie juridique de chacun des pays composant le Royaume des Pays-Bas est en principe autonome.

3 Cf. art. 555 C.c. néerlandais de 1838.

4 Cf. art. 3:1 Nouveau C.c. néerlandais. Cf. traduction de P.C.C. Haanappel en Ejan Mackaay, *Nieuw Nederlands Burgerlijk Wetboek ; Het vermogensrecht / New Netherlands Civil Code ; patrimonial law / Nouveau Code civil néerlandais ; le droit patrimonial* ; Kluwer, Deventer, 1990 : « Les biens comprennent toutes les choses et tous les droits patrimoniaux. »

5 C'est-à-dire la langue à partir de laquelle on traduit.

6 C'est-à-dire la langue dans laquelle on traduit.

7 C'est-à-dire le système juridique dont la langue est celle à partir de laquelle on traduit.

8 C'est-à-dire le système juridique dont la langue est celle dans laquelle on traduit.

9 Cf. Isaac Kisch, « Droit comparé et terminologie juridique », in: Mario Rotondi, *Inchiesta di diritto comparato*, Padova/New York, 1973, 407-423 ; également reproduit dans: G. Fritschy (ed.), *Vertalen vertolkt*, Amsterdam, 1976, 124-139.

10 Ce n'est que dans quelques cas exceptionnels (lorsque, à l'aide de la traduction, on veut donner un aperçu sommaire d'un document et que les détails juridiques importent peu) on pourra accepter la traduction « tort ». Mais cette traduction ne sera généralement pas acceptée.

11 Cf. les remarques de Haanappel/Mackay (o.c.), qui emploient l'expression « unlawful act » en se justifiant de la façon suivante: « The term « unlawful act » was chosen to avoid (a) using the word « delict » with its criminal law connotations, (b) a choice between the outdated civilian terms « delicts » and « quasi-delict », and « offence » and « quasi-offence », and (c) the common law connotations of the term « tort ».

12 Peter W. Schroth, « Legal translation », *American Journal of Comparative Law*, 1986 (suppl.), 47-65 (notamment 57 et 58).

13 C'est pourtant ce qu'on trouve chez Ledoete

14 Particulièrement important dans la relation néerlandais / français. Nous y reviendrons ci-après.

Noten

1 Het begrip "vertalen" wordt in deze bijdrage steeds in een bijzonder ruime betekenis gebruikt. Van vertalen is niet slechts sprake als een juridische tekst min of meer letterlijk in een andere taal moet worden weergegeven, maar telkens wanneer over de inhoud van een rechtssysteem wordt gesproken of geschreven in een taal, die niet is een van) de rechtstaal (resp. -talen) van dat rechtssysteem.

2 Dit is zelfs binnen het Koninkrijk der Nederlanden het geval. Het Koninkrijk in Europa, de Nederlandse Antillen en Aruba hebben in beginsel onafhankelijke rechtssystemen. Ook de rechtsterminologie is in beginsel derhalve per land van het Koninkrijk autonoom.

3 Vergelijk art. 555 Nederlands B.W. 1838.

4 Vergelijk art. 3:1 Nieuw B.W.. Cf. vertaling van P.C.C. Haanappel en Ejan Mackaay, *Nieuw Nederlands Burgerlijk Wetboek ; Het vermogensrecht / New Netherlands Civil Code ; patrimonial law / Nouveau Code civil néerlandais ; le droit patrimonial* ; Kluwer, Deventer, 1990: "Les biens comprennent toutes les choses et tous les droits patrimoniaux."

5 Dat wil zeggen de taal waaruit moet worden vertaald.

6 Dat wil zeggen de taal waarin moet worden vertaald.

7 Dat wil zeggen een rechtssysteem, waarin de taal waaruit moet worden vertaald, de rechtstaal of een der rechtstalen is.

8 Dat wil zeggen een rechtssysteem, waarin de taal waarin moet worden vertaald, de rechtstaal of een der rechtstalen is.

9 Vergelijk Isaac Kisch, "Droit comparé et terminologie juridique", in: Mario Rotondi, *Inchiesta di diritto comparato*, Padova/New York, 1973, 407-423; ook afgedrukt in: G. Fritschy (ed.), *Vertalen vertolkt*, Amsterdam, 1976, 124-139.

10 Slechts in uitzonderingsgevallen (indien door middel van de vertaling uitsluitend een summere indruk van een document moet worden gegeven en het niet op juridische details aankomt), zal een vertaling met "tort" kunnen worden geaccepteerd. Vrijwel steeds zal die vertaling onaanvaardbaar zijn.

11 Cf. de opmerkingen van Haanappel/Mackay (o.c. boven voetnoot), die de uitdrukking "unlawful act" gebruiken en dit volgt motiveren: "The term "unlawful act" was chosen to avoid (a) using the word "delict" with its criminal law connotations, (b) a choice between the outdated civilian terms "delicts" and "quasi-delict", and "offence" and "quasi-offence", and (c) the common law connotations of the term "tort".

12 Peter W. Schroth, *Legal translation*, *American Journal of Comparative Law* 1986 (suppl.), 47-65 (met name 57 en 58).

13 Zo echter Ledoete

14 In de verhouding Nederlands/Frans is dit van bijzonder belang. We zullen er hierna nog op terugkomen.

15 Voir G.R. de Groot, in J.P. Balkema/G.R. de Groot, *Recht en vertalen*, Deventer, 1987, 130.

16 A mon avis le meilleur dictionnaire juridique bilingue est celui de M.C. Oosterveld-Egas Reparaz et J.B. Vuyk-Bosdriesz (red.), *Juridisch Woordenboek Nederlands-Spaans / Diccionario Jurídico Neerlandés-Español*, Maklu Uitgevers, Antwerpen / T.M.C. Asser Instituut, 's Gravenhage, 1990. Les propositions de traduction néerlandais-espagnol que l'on trouve dans ce dictionnaire sont très bien justifiées d'un point de vue scientifique ; il contient toutefois aussi une liste espagnol-français. La terminologie du nouveau code civil néerlandais a été prise en compte.

17 Voir également Edgar Le Docte, *Dictionnaire de termes juridiques en quatre langues*, Maklu, Antwerpen, 1987, paru un an auparavant dans lequel le néerlandais a été remplacé par l'espagnol comme quatrième langue.

18 Du moins l'essentiel du nouveau Code civil néerlandais, c'est-à-dire les livres troisième, cinquième et sixième ainsi que des parties du livre septième de ce code (Arrêté Royal du 20 février 1991, J.O. néerlandais 1991, 90).

19 Louis Napoléon a été roi de Hollande de 1807 à 1810. C'était le frère de l'empereur Napoléon I et le père de l'empereur Napoléon III.

20 Concernant la préhistoire de l'entrée en vigueur: Gérard-René de Groot / Roel F.H. Mertens, « De notaris in Maastricht van 1838-1842 », in: *Notariaat en 150 jaar Burgerlijk Wetboek*, serie Ars Notariatus XXXVIII, Deventer 1988, 7-16.

21 Arrêté Royal du 25 avril 1947.

22 A ce propos voir les ouvrages suivants qui seront ensuite cités sous forme abrégée :

O.K. Brahn, *Zwaartepunten van het nieuwe vermogensrecht*, vierde druk, Arnhem, 1989.

C.C. van Dam / E.H. Hondius e.a., *Het nieuw BW in 400 trefwoorden*, tweede druk, Deventer, 1990 ;

Jac. Hijma/M.M. Olthof, *Compendium van het Nederlands vermogensrecht*, Leidraad voor het NBW met verwijzingen naar het BW, vierde druk, Deventer 1990 ;

A.S. Hartkamp, *Compendium van het vermogensrecht volgens het nieuwe burgerlijk wetboek*, vierde druk, Deventer, 1990.

23 Concernant l'emploi de la langue en général dans le nouveau Code civil néerlandais, voir: J. Renkema, *Het nieuw BW als kladtekst*, Nederlands Tijdschrift voor Burgerlijk Recht 1992, 23-26.

24 Dans le Code civil néerlandais de 1838 les articles étaient numérotés de 1 à 2031. Dans le nouveau Code civil néerlandais, la numérotation des articles reprend à 1 à chaque livre. Il faut donc mentionner le numéro du livre en plus du numéro de l'article. On a maintenant pris l'habitude de citer de la façon suivante: « art. 3:2 NBW » pour « article 2 du livre troisième du N.C.c. » Cette façon de citer les articles du Nouveau C.c. néerlandais sera également utilisée ici.

25 Brahn, 20-22 ; Van Dam/Hondius, 421 ; Hartkamp, 34 ; Hijma/Olthof, 10.

26 Van Dam/Hondius, 153 ; Hartkamp, 9 ; Hijma/Olthof, 2 ; vgl. Brahn, 18.

27 Brahn, 23-26 ; Van Dam/Hondius, 37-38 ; Hartkamp, 38 ; Hijma/Olthof, 13-14.

15 Zie G.R. de Groot, in J.P. Balkema/G.R. de Groot, *Recht en vertalen*, Deventer, 1987, 130.

16 Het m.i. beste tweetalige juridische woordenboek is M.C. Oosterveld-Egas Reparaz en J.B. Vuyk-Bosdriesz (red.), *Juridisch Woordenboek Nederlands-Spaans/Diccionario Jurídico Neerlandés-Español*, Maklu Uitgevers, Antwerpen/T.M.C. Asser Instituut, 's Gravenhage, 1990. In dat woordenboek worden op wetenschappelijk uiterst verantwoorde wijze vertaalsuggesties Nederlands-Spaans worden gedaan; het bevat echter ook een woordenlijst Spaans-Nederlands. Met de terminologie van het Nieuw B.W. wordt rekening gehouden.

17 Vgl. ook de een jaar eerder verschenen Edgar Le Docte, *Dictionnaire de termes juridiques en quatre langues*, Maklu, Antwerpen, 1987, waarin in plaats van Nederlands het Spaans als vierde taal is opgenomen.

18 Althans de kern van het Nieuw B.W., namelijk de boeken 3, 5, 6 en gedeelten van boek 7 van dat wetboek (KB 20 februari 1991, 90).

19 Louis Napoleon was van 1807 tot 1810 koning van Holland. Hij was de broer van keizer Napoleon I en de vader van de latere keizer Napoleon III.

20 Over de voorgeschiedenis van de Inwerkingtreding: Gérard-René de Groot / Roel F.H. Mertens, « De notaris in Maastricht van 1838-1842 », in: *Notariaat en 150 jaar Burgerlijk Wetboek*, serie Ars Notariatus XXXVIII, Deventer 1988, 7-16.

21 KB 25 april 1947.

22 Daarover de volgende werken, die hierna verkort worden aangehaald:

O.K. Brahn, *Zwaartepunten van het nieuwe vermogensrecht*, vierde druk, Arnhem, 1989.

C.C. van Dam / E.H. Hondius e.a., *Het nieuw BW in 400 trefwoorden*, tweede druk, Deventer, 1990 ;

Jac. Hijma/M.M. Olthof, *Compendium van het Nederlands vermogensrecht*, Leidraad voor het NBW met verwijzingen naar het BW, vierde druk, Deventer 1990 ;

A.S. Hartkamp, *Compendium van het vermogensrecht volgens het nieuwe burgerlijk wetboek*, vierde druk, Deventer, 1990.

23 Zie over het taalgebruik van het NBW in het algemeen: J. Renkema, *Het nieuw BW als kladtekst*, Nederlands Tijdschrift voor Burgerlijk Recht 1992, 23-26.

24 Het Burgerlijk Wetboek van 1838 begon te nummeren met art. 1 en eindigde met art. 2031. In het Nieuw Burgerlijk Wetboek wordt in elk boek weer begonnen met art. 1. Men dient behalve het artikelnummer derhalve ook het boek uitdrukkelijk te vermelden.

Ingeburgerd heeft zich intussen een afteerwize « Art. 3:2 NBW » voor « artikel 2 van Boek 3 NBW ». Deze manier van verwijzen naar artikelen van het NBW zal ook in dit opstel worden gevolgd.

25 Brahn, 20-22 ; Van Dam/Hondius, 421 ; Hartkamp, 34 ; Hijma/Olthof, 10.

26 Van Dam/Hondius, 153 ; Hartkamp, 9 ; Hijma/Olthof, 2 ; vgl. Brahn, 18.

27 Brahn, 23-26 ; Van Dam/Hondius, 37-38 ; Hartkamp, 38 ; Hijma/Olthof, 13-14.

28 « Eigendom is het meest omvattende recht dat een persoon op een zaak kan hebben. » Brahn, 16 ; Van Dam/Hondius, 96 ; Hartkamp, 168 ; Hijma/Olthof, 136.

- 28 « Eigendom is het meest omvattende recht dat een persoon op een zaak kan hebben. » Brahn, 16 ; Van Dam/Hondius, 96 ; Hartkamp, 168 ; Hljma/Olthof, 136.
- 29 Van Dam/Hondius, 308, 309 ; Hartkamp, 77 ; Hljma/Olthof, 111.
- 30 Van Dam/Hondius, 224 ; Hartkamp, 120 ; Hljma/Olthof, 127.
- 31 Brahn, 188 ; Van Dam/Hondius, 137 ; Hartkamp, 120, 121 ; Hljma/Olthof, 127.
- 32 Brahn, 188 ; Van Dam/Hondius, 137 ; Hartkamp, 123 ; Hljma/Olthof, 128.
- 33 Zie boven noot 9.
- 34 Zie boven noot 13.
- 35 Zie boven noot 11.
- 36 Van Dam/Hondius, 340, 341 ; Hartkamp, 281, 282 ; Hljma/Olthof, 310.
- 37 Brahn, 226 ; Van Dam/Hondius, 26 ; Hartkamp, 64,65 ; Hljma/Olthof, 33,34.
- 38 Van Dam/Hondius, 177 ; Hljma/Olthof, 232.
- 39 Brahn, 15 ; Van Dam/Hondius, 387, 388 ; Hartkamp, 37 ; Hljma/Olthof, 321, 322.
- 40 Brahn, 249 ; Van Dam/Hondius, 17, 18 ; Hartkamp, 290-294 ; Hljma/Olthof, 321, 322.
- 41 Voir ci-dessus note 17.
- 42 Brahn, 353 0 ; Van Dam/Hondius, 388, 389 ; Hartkamp, 18 ; Hljma/Olthof, 326.
- 43 Brahn, 251 ; Van Dam/Hondius, 317, 318 ; Hartkamp, 1193+94 ; Hljma/Olthof, 193, 194.
- 44 Brahn, 268 ; Van Dam/Hondius, 347, 348 ; Hartkamp, 222-224 ; Hljma/Olthof, 236.
- 45 Van Dam/Hondius, 359 ; Hartkamp, 18.
- 46 Van Dam/Hondius, 29 ; Hartkamp, 69 ; Hljma/Olthof, 38,39.
- 47 Brahn, 230 ; Van Dam/Hondius, 44 ; Hartkamp, 68 ; Hljma/Olthof, 40.
- 48 Brahn, 234 ; Hartkamp, 69 ; Hljma/Olthof, 267.
- 49 Voir ci-dessus note 10.
- 50 Hartkamp, 8 ; Hljma/Olthof, 3.
- 51 Brahn, 89 ; Van Dam/Hondius, 330, 331 ; Hartkamp, 8 ; Hljma/Olthof, 4.
- 52 Van Dam/Hondius, 285 ; Hartkamp, 29 ; Hljma/Olthof, 368.
- 53 Van Dam/Hondius, 285 ; Hartkamp, 30 ; Hljma/Olthof, 368.
- 54 Brahn, 253 ; Van Dam/Hondius, 18 ; Hartkamp, 292 ; Hljma/Olthof, 324.
- 55 Brahn, 253 ; Van Dam/Hondius, 18 ; Hartkamp, 292 ; Hljma/Olthof, 325.
- 56 Voir à ce propos G.R. de Groot, *Een nieuw juridisch woordenboek, van taal tot taal*, 1991, 3-14 ; voir également l'exemple donné par G.R. de Groot dans la préface à : G.R. Wellers, *Praktisch Juridisch Duits*, Alphen a.d. Rijn, 1992.
- 57 Brahn, 271 ; Van Dam/Hondius, 417 ; Hartkamp, 225 ; Hljma/Olthof, 216.
- 58 Brahn, 301 ; Van Dam/Hondius, 287 ; Hartkamp, 225 ; Hljma/Olthof, 216.
- 59 Voir également à ce propos Gérard-René de Groot, « Rechtssprache und Rechtssystem », in: *Terminologie et Traduction* 1991, N°3, 279-316.
- 60 Voir à ce propos Gérard-René de Groot, Export van het NBW, *Nederlands Tijdschrift voor Burgerlijk Recht*, 1992, 26-28.
- 61 Mis en concordance avec le Code civil belge qui correspond cependant en grande partie avec le Code civil français.
- 29 Van Dam/Hondius, 308, 309 ; Hartkamp, 77 ; Hljma/Olthof, 111.
- 30 Van Dam/Hondius, 224 ; Hartkamp, 120 ; Hljma/Olthof, 127.
- 31 Brahn, 188 ; Van Dam/Hondius, 137 ; Hartkamp, 120, 121 ; Hljma/Olthof, 127.
- 32 Brahn, 188 ; Van Dam/Hondius, 137 ; Hartkamp, 123 ; Hljma/Olthof, 128.
- 33 Zie boven noot 9.
- 34 Zie boven noot 13.
- 35 Zie boven noot 11.
- 36 Van Dam/Hondius, 340, 341 ; Hartkamp, 281, 282 ; Hljma/Olthof, 310.
- 37 Brahn, 226 ; Van Dam/Hondius, 26 ; Hartkamp, 64,65 ; Hljma/Olthof, 33,34.
- 38 Van Dam/Hondius, 177 ; Hljma/Olthof, 232.
- 39 Brahn, 15 ; Van Dam/Hondius, 387, 388 ; Hartkamp, 37 ; Hljma/Olthof, 321, 322.
- 40 Brahn, 249 ; Van Dam/Hondius, 17, 18 ; Hartkamp, 290-294 ; Hljma/Olthof, 321, 322.
- 41 Zie boven noot 17.
- 42 Brahn, 353 ; Van Dam/Hondius, 388, 389 ; Hartkamp, 18 ; Hljma/Olthof, 326.
- 43 Brahn, 251 ; Van Dam/Hondius, 317, 318 ; Hartkamp, 1193+94 ; Hljma/Olthof, 193, 194.
- 44 Brahn, 268 ; Van Dam/Hondius, 347, 348 ; Hartkamp, 222-224 ; Hljma/Olthof, 236.
- 45 Van Dam/Hondius, 359 ; Hartkamp, 18.
- 46 Van Dam/Hondius, 29 ; Hartkamp, 69 ; Hljma/Olthof, 38,39.
- 47 Brahn, 230 ; Van Dam/Hondius, 44 ; Hartkamp, 68 ; Hljma/Olthof, 40.
- 48 Brahn, 234 ; Hartkamp, 69 ; vgl. Hljma/Olthof, 267.
- 49 Zie boven noot 10.
- 50 Hartkamp, 8 ; Hljma/Olthof, 3.
- 51 Brahn, 89 ; Van Dam/Hondius, 330, 331 ; Hartkamp, 8 ; Hljma/Olthof, 4.
- 52 Van Dam/Hondius, 285 ; Hartkamp, 29 ; Hljma/Olthof, 368.
- 53 Van Dam/Hondius, 285 ; Hartkamp, 30 ; Hljma/Olthof, 368.
- 54 Brahn, 253 ; Van Dam/Hondius, 18 ; Hartkamp, 292 ; Hljma/Olthof, 324.
- 55 Brahn, 253 ; Van Dam/Hondius, 18 ; Hartkamp, 292 ; Hljma/Olthof, 325.
- 56 Daarover G.R. de Groot, *Een nieuw juridisch woordenboek, van taal tot taal*, 1991, 3-14 ; zie ook het voorbeeld gegeven door G.R. de Groot in diens voorwoord in : G.R. Wellers, *Praktisch Juridisch Duits*, Alphen a.d. Rijn, 1992.
- 57 Brahn, 271 ; Van Dam/Hondius, 417 ; Hartkamp, 225 ; Hljma/Olthof, 216.
- 58 Brahn, 301 ; Van Dam/Hondius, 287 ; Hartkamp, 225 ; Hljma/Olthof, 216.
- 59 Zie daarover ook Gérard-René de Groot, *Rechtssprache und Rechtssystem*, in: *Terminologie et Traduction*, 1991, N°3, 279-316.
- 60 Daarover Gérard-René de Groot, Export van het NBW, *Nederlands Tijdschrift voor Burgerlijk Recht*, 1992, 26-28.
- 61 Mis en concordance avec le Code civil belge die echter overeenkomt met de Franse code civil.